

Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID)

---

# LA COOPÉRATION DÉLÉGUÉE AU SEIN DE L'AECID (2011-2018)

---





# LA COOPÉRATION DÉLÉGUÉE AU SEIN DE L'AECID (2011-2018)

---

Département de la Coopération Multilatérale

**Édition: juillet 2019**

**Catalogue général des publications officielles:**

<https://publicacionesoficiales.boe.es>

Cette publication a été rendue possible par l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID). Son contenu ne reflète pas nécessairement la position de l'AECID.

© Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement

NIPO: 109-19-080-2

NIPO en ligne: 109-19-083-9

D.L.: M-31565-2019

**Coordination du contenu:**

Département de la Coopération Multilatérale

**Photo de profil:** Daniel Rodríguez Segura-Goya

# SOMMAIRE

- P. 8 SIGLES ET ACRONYMES**
- P. 12 PRÉSENTATION**
- P. 13 INTRODUCTION**
- P. 18 PROJETS**
- P. 19 BOLIVIE**  
Programme de Réseaux de Connaissance et d'Innovation en Matière d'Environnement, d'Eau et d'Assainissement – CIMAS  
Appui au Programme d'Eau Potable et de Réseau d'Égouts Urbain et Périurbain  
Renforcement de l'Indépendance du Système Judiciaire Bolivien  
Programme de Soutien du Plan d'Action Visant à mettre en œuvre la Stratégie de Lutte contre le Trafic de Stupéfiants et de Réduction de Cultures Excédentaires de Coca (ELCN et RCEC)
- P. 23 COLOMBIE**  
Projet de Développement Territorial dans le Département de Nariño dans des Conditions de Paix
- P. 24 CUBA**  
Appui à la Chaîne Productive du Cacao dans l'Est Rural GEAM-MINAG Guantanamo
- P. 25 ÉQUATEUR**  
Subvention LAIF de l'Union Européenne en complément du Projet d'Irrigation Technicisée (PIT) pour Petits et Moyens Producteurs et Productrices  
Mesures de Soutien du Développement du Talent Humain, à l'Innovation et au Transfert de Technologie en Équateur
- P. 27 ÉGYPTÉ**  
Appui à la Modernisation de l'Administration de la Justice en Égypte
- P. 28 EL SALVADOR**  
Subvention LAIF au Programme Chemins Ruraux au Salvador  
Renforcement Institutionnel du Conseil National de la Sécurité Citoyenne et de la Cohabitation (CNSCC) pour la mise en œuvre du Plan El Salvador Seguro – PESS
- P. 30 ÉTHIOPIE**  
Alliance Shire: Accès à l'Énergie des Communautés d'Accueil et de la Population Réfugiée à Shire
- P. 31 GUATEMALA**  
Prévention de la Violence et des Crimes et Délits contre les Femmes, l'Enfance et l'Adolescence
- P. 32 HAÏTI**  
Projet de Renforcement des Services Éducatifs dans le Sud-Est et d'Amélioration de la Qualité de l'Éducation pour le Premier Cycle d'Éducation Basique (EDUKAYITI)  
Amélioration des Services d'Eau et d'Assainissement dans le Quartier de Martissant. Port-au-Prince (Haïti) (URBAYITI)
- P. 34 HONDURAS**  
Projet de Lutte contre l'Impunité et d'Appui à la Transparence (PIT)

Promotion de l'Emploi des Jeunes et de la Prévention de la Migration  
Projet d'Appui à la mise en œuvre de l'Escuela de Alta Gerencia Pública au Honduras

P. 37 **JORDANIE**

QARARUNA - Appui à la Société Civile pour une Gouvernance Démocratique

QUDRA - Résilience des Réfugiés Syriens, des Déplacés Internes et des Communautés d'Accueil en Réponse aux Crises en Syrie et en Irak

Accès à la Justice et à l'Autonomisation Juridique en Jordanie: vers un Système d'Assistance Juridique Gratuite Efficace et Durable

P. 40 **MALI**

Projet de Soutien du Secteur de la Noix de Cajou au Mali (PAFAM)

Projet d'Information et de Sensibilisation aux Risques et aux Dangers de la Migration Irrégulière et de Promotion de la Libre Circulation dans l'Espace CEDEAO

P. 42 **MAROC**

KAFAAT LILJAMIA - vers un Système de Formation Professionnelle de Qualité, Inclusif et Centré sur le Marché du Travail

Appui à l'Intégration des Migrants dans les Services d'Assistance Sociale et d'Alphabétisation du Royaume du Maroc

Cohabiter sans Discrimination: une Approche Fondée sur les Droits de l'Homme et la Perspective de Genre

P. 45 **MAURITANIE**

Renforcement Institutionnel en Mauritanie pour la Résilience Agricole et Pastorale (RIMRAP)

Promotion de l'Emploi et Amélioration des Conditions de Vie des Pêcheurs Artisanaux Côtiers, des Jeunes et des Femmes dans les Environs des Espaces Naturels Protégés de la Zone Nord de la Mauritanie (PROMOPECHE)

P. 47 **NICARAGUA**

Programme de Soutien de la Chaîne de Valeur de l'Élevage au Nicaragua– (BOVINOS)

Phase I du Programme Intégral Sectoriel en Matière d'Eau et d'Assainissement Humain (PISASH). Amélioration et Extension des Systèmes d'Eau Potable et d'Assainissement dans 19 Villes du Nicaragua

Projet NIC/021, Amélioration et Extension des Systèmes d'Eau Potable et d'Assainissement de Mozonte et Susucayán

Programme d'Appui à l'Éducation Technique et à la Formation Professionnelle au Nicaragua – (TECNICA)

Appui aux Mesures de Prévention et de Contrôle des Drogues et du Crime Organisé au Nicaragua

P. 52 **PÉROU**

Appui au Programme «La Promotion de l'Équité et l'Inclusion pour la Réalisation des Droits de l'Homme», à travers l'Instrument du Panier de Fonds Multi-Bailleurs

Développement Économique Durable et Promotion des PME à l'Échelle sous-Nationale

P. 54 **PHILIPPINES**

Gouvernance en Matière de Justice - Renforcement des Institutions des Droits de l'Homme (GOJUST)

P. 55 **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**

Actions Complémentaires du Programme de Soutien Budgétaire du Secteur Éducation (PAPSE II)

Projet de Renforcement du Système National d'Éducation et de Formation Technique Professionnelle en République Dominicaine

- P. 57 **SÉNÉGAL**  
Amélioration de la Réponse des Communautés Vulnérables face aux Crises Nutritionnelles et Alimentaires et Accès aux Services Basiques  
Programme d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de Fermes Agricoles Villageoises et Individuelles (Fermes Natanguées) dans des Régions à Haute Potentialité Migratoire (PACERSEN)  
Renforcement de la Gestion et de la Gouvernabilité des Migrations, du Retour et de la Réintégration Durable au Sénégal et Accompagnement des Investissements de la Diaspora Sénégalaise
- P. 60 **SYRIE**  
Tahdir Masar – Renforcement de la Cohésion Sociale pour une Société Civile Démocratique et Inclusive en Syrie
- P. 61 **RÉGIONAL – EUROCLIMA +**  
Programme Régional de l'UE pour la Durabilité Environnementale/la Lutte contre le Changement Climatique pour l'Amérique Latine – EUROCLIMA+
- P. 62 **RÉGIONAL – AMÉRIQUE LATINE**  
Promouvoir l'Adaptation au Changement Climatique et la Gestion Intégrée des Ressources Hydriques dans le Secteur de l'Eau et de l'Assainissement en Amérique Latine dans le Cadre du Fonds de Coopération pour l'Eau et l'Assainissement (FCAS)
- P. 63 **RÉGIONAL – SICA**  
Recherche Criminelle en Amérique Centrale (ICRIME) pour Combattre la Délinquance et le Trafic de Stupéfiants à l'Échelle Internationale  
Appui à la Mise en œuvre de la Stratégie de Sécurité en Amérique Centrale (ESCA)
- P. 65 **RÉGIONAL – BRIDGING THE GAP**  
Politiques et Services Inclusifs pour les Personnes Handicapées de l'UE – BRIDGING THE GAP (Équateur et Paraguay)
- P. 66 **RÉGIONAL – CEDEAO**  
Programme d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest (RRSA)
- P. 67 **RÉGIONAL – CONVENTION DES MAIRES**  
Appui à l'Initiative Convention des Maires en Afrique Subsaharienne (CoM-SSA) Phase III
- P. 68 **START**  
START - (Spanish Technical Aid Response Team). Également connu sous le nom de : «Gilets Rouges»
- P. 69 LIEN SECTEURS CAD - OBJECTIFS DES ODD**

## SIGLES ET ACRONYMES

<b>ACDI</b>	Agence Canadienne de Coopération Internationale
<b>ADA</b>	Agence Autrichienne de Développement
<b>AECID</b>	Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AICS</b>	Agence Italienne pour la Coopération au Développement
<b>ANDA</b>	Administration Nationale de l'Approvisionnement en Eau et de l'Assainissement (El Salvador)
<b>ANIDA</b>	Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (Sénégal)
<b>ANLCA</b>	Agence Nationale de Lutte contre l'Analphabétisme (Maroc)
<b>APPS</b>	Autorité de Fiscalisation et de Contrôle Social de l'Eau Potable et de l'Assainissement (Bolivie)
<b>ARD</b>	Agences Régionales de Développement (Sénégal)
<b>ARRA</b>	Authority for Refugee and Returnees Affairs (Éthiopie)
<b>BCIE</b>	Banque de l'Amérique Centrale d'Intégration Économique
<b>BEI</b>	Banque Européenne d'Investissement
<b>BID</b>	Banque Interaméricaine de Développement
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>BMZ</b>	Ministère Allemand de la Coopération Économique et du Développement
<b>CAD</b>	Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)
<b>CALDH</b>	Centre d'Action Légale pour les Droits de l'Homme (Guatemala)
<b>CDN</b>	Contributions Déterminées au Niveau National
<b>CEDEAO</b>	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
<b>CEDEX</b>	Centre d'Études et d'Expérimentation des Travaux Publics (Ministère des Travaux Publics – Espagne)
<b>CEPAL</b>	Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
<b>CFQMP</b>	Centre de Formation et de Qualification des Métiers de la Pêche (Mauritanie)
<b>CIDEAL</b>	Coopération, Recherche et Développement – Amérique Latine
<b>CIDEAL-Maroc</b>	Fondation dédiée à la Recherche, à la Formation et à l'Assistance Technique au Maroc
<b>CIMAS</b>	Connaissance et Innovation en Matière d'Environnement, d'Eau et d'Assainissement (Bolivie)
<b>CIVIPOL</b>	Société de Conseil et de Services du Ministère de l'Intérieur Français
<b>CLM</b>	Cellule de Lutte contre la Malnutrition (Sénégal)
<b>CNEJ</b>	Centre National d'Études Judiciaires (Égypte)
<b>CNSCC</b>	Conseil National de la Sécurité Citoyenne et de la Cohabitation (El Salvador)
<b>CoM SSA</b>	Convention des Maires en Afrique Sub-Saharienne
<b>COVIPOL</b>	Conseil National du Logement Policier (SICA)



<b>CREDD</b>	Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (Mali)
<b>CSM</b>	Consiglio Superiore della Magistratura (Italie)
<b>CSS</b>	Centre d'Études Stratégiques (Jordanie)
<b>CTB</b>	Agence Belge de Développement
<b>DFP</b>	Département Marocain de la Formation Professionnelle
<b>DGSE</b>	Direction Générale des Sénégalais de l'Étranger
<b>DINEPA</b>	Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (Haïti)
<b>DPP</b>	Le Bureau du Défenseur du Peuple – Pérou
<b>DREN-NDB</b>	Direction Régionale de l'Éducation Nationale de Dakhlet, Nouadhibou (Mauritanie)
<b>EAGP</b>	École de la Haute Fonction Publique (Honduras)
<b>ECHO</b>	Opérations Européennes de Protection Civile et d'Aide Humanitaire (EU)
<b>ECES</b>	European Centre for Electoral Support (Jordanie)
<b>EDF</b>	European Development Fund (EU)
<b>EEU</b>	Ethiopian Electrical Utility
<b>EF</b>	<i>Expertise France</i>
<b>EFACAP</b>	École Fondamentale-Centre d'Appui Pédagogique (Haïti)
<b>EEMM</b>	États Membres de l'UE
<b>EFTP</b>	Éducation et Formation Technique Professionnelle (République Dominicaine)
<b>ELCN</b>	Stratégie de Lutte contre le Trafic de Stupéfiants (Bolivie)
<b>EMT</b>	Équipes Médicales d'Urgence
<b>ENACAL</b>	Empresa Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados Sanitarios
<b>ENNAJAH</b>	Entreprise Privée de Construction (Mauritanie)
<b>ESCA</b>	Stratégie de Sécurité en Amérique Centrale
<b>EUTF</b>	European Union Trust Fund For África
<b>FCAS</b>	Fonds de Coopération pour l'Eau et l'Assainissement (AECID)
<b>FIIAPP</b>	Fondation Internationale et Ibéroaméricaine pour l'Administration et les Politiques Publiques (Espagne)
<b>FNPA</b>	Fédération Nationale de la Pêche Artisanale (Mauritanie)
<b>FNP</b>	Fédération Nationale de la Pêche (Mauritanie)
<b>FOKAL</b>	Fondasyon Konesans Ak Libète (Haïti)
<b>FONPRODE</b>	Fonds pour la Promotion du Développement (AECID)
<b>GEAM – MINAG</b>	Groupe d'Entrepreneurs d'Agriculture de Montagne, Ministère de l'Agriculture (Cuba)
<b>GIRH</b>	Gestion Intégrée des Ressources Hydriques (Bolivie)
<b>GIZ</b>	Agence de Coopération Allemande
<b>GOJUST</b>	Governance in Justice (Philippines)
<b>GRUN</b>	Gouvernement de Réconciliation et d'Unité Nationale (Nicaragua)

<b>IAIP</b>	Institut d'Accès à l'Information Publique (Honduras)
<b>ICRIME</b>	Investigación Criminal en Centroamérica
<b>IDDC</b>	International Disability and Development Consortium
<b>IDEC</b>	Initiative Dominicaine pour une Éducation de Qualité (République Dominicaine)
<b>IcSP</b>	Instrument Contribuant à la Stabilité et à la Paix (UE)
<b>IMROP</b>	Institut Mauritanien pour la Recherche Océanographique et la Pêche (Mauritanie)
<b>INATEC</b>	Institut National Technologique (Nicaragua)
<b>INIAP</b>	Institut National de Recherches Agricoles (Équateur)
<b>INFOTEP</b>	National Institute of Technical Vocational Training (Dominican Republic)
<b>INTA</b>	Institut Nicaraguayen de Technologie Agricole
<b>INTECNA</b>	Institut Technologique National (INATEC, Nicaragua)
<b>IPSA</b>	Institut de Protection et de Santé Agricole (Nicaragua)
<b>ISSM</b>	Institute Supérieur des Sciences de la Mer (Mauritania)
<b>JCI</b>	Justice Coopération Internationale (France)
<b>LAIF</b>	<i>Latin America Investment Facility</i> - UE (Facilité d'Investissement pour l'Amérique Latine)
<b>LUXDEV</b>	Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement
<b>MADIGEP</b>	Soutien à l'École Publique de Gestion Avancée (Honduras)
<b>MAESE</b>	Ministère des Affaires Étrangères Sénégalais
<b>MEFCCA</b>	Ministère de l'Économie Familiale, Communautaire, Coopérative et Associative (Nicaragua)
<b>MEFP</b>	Ministère de l'Économie et des Finances Publiques (Sénégal)
<b>MENFP</b>	Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (Haïti)
<b>MESCyT</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Sciences et de la Technologie (République Dominicaine)
<b>MINERD</b>	Ministère de l'Éducation de la République Dominicaine
<b>MJSP</b>	Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (El Salvador)
<b>MMEIA</b>	Ministère des Maliens à l'Étranger et de l'Intégration Africaine
<b>MPEM</b>	Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime (Mauritanie)
<b>MOPC</b>	Ministère des Travaux Publics et des Communications (Paraguay)
<b>MOPTVDU</b>	Ministère des Travaux Publics, du Transport, du Logement et du Développement Urbain (El Salvador)
<b>MP</b>	Ministère Public (Honduras)
<b>NRC</b>	Conseil Norvégien pour les Réfugiés
<b>NI-CO</b>	Northern Ireland Co-operation Overseas (Royaume-Uni)
<b>OACNUDH</b>	Office du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
<b>OAH</b>	Office de l'Action Humanitaire (Espagne)
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Économiques

<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable (Agenda 2030 - Nations Unies)
<b>OFECOM</b>	Office Économique et Commercial (Bolivie)
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONGD</b>	Organisation non Gouvernementale de Développement
<b>OTC</b>	Bureaux Techniques de Coopération (AECID)
<b>PAPSE</b>	Programme d'Appui Budgétaire au Secteur de l'Éducation (République Dominicaine)
<b>PCM</b>	Présidence de Conseil des Ministres (Pérou)
<b>PDA</b>	Politique de Développement Agricole (Mali)
<b>PDT</b>	Projet de Développement Territorial (Colombie)
<b>PESS</b>	Plan El Salvador Seguro
<b>PISASH</b>	Programme Intégral Sectoriel de l'Eau et du Réseau d'Assainissement Humain (PISASH)
<b>PIT</b>	Projet d'Irrigation Technicisée pour Petits et Moyens Producteurs (Équateur)
<b>PIT</b>	Projet de Lutte contre l'Impunité et d'Appui à la Transparence (Honduras)
<b>PME</b>	Petites et Moyennes Entreprises
<b>PNISA</b>	Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole (Mali)
<b>PONAM</b>	Politique Nationale de Migration (Mali)
<b>RCEC</b>	Réduction de Cultures Excédentaires de Coca (Bolivie)
<b>RRSA</b>	Stock Régional de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
<b>RTVE</b>	Radio Televisión Española
<b>SEGOB</b>	Secrétariat de Gouvernabilité (El Salvador)
<b>SEICMSJ</b>	Secrétariat Exécutif de l'Instance de Coordination du Secteur Justice (Guatemala)
<b>SENASA</b>	Service National d'Assainissement Environnemental (Paraguay)
<b>SENASBA</b>	Service Sational pour la Durabilité des Services d'Assainissement de Base (Bolivie)
<b>SICA</b>	Système d'Intégration Centraméricain
<b>SS</b>	Secrétariat à la Sécurité (Honduras)
<b>TSC</b>	Tribunal Supérieur des Comptes (Honduras)
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UE-EIP</b>	Plan d'Investissement Européen
<b>UEH</b>	Université d'État d'Haïti
<b>UNAH</b>	Université Nationale Autonome du Honduras
<b>UNIBE</b>	Université Ibéroaméricaine (République Dominicaine)
<b>VAPS</b>	Vice-Ministère de l'Eau Potable et de l'Assainissement (Bolivie)
<b>VMCD</b>	Vice-Ministère pour la Coopération au Développement (El Salvador)
<b>ZOA</b>	Zuidoost-Azië, ONGD Pays-Bas

# PRÉSENTATION

## Aina Calvo Sastre

---

Les divers et vastes enjeux que présentent la réalité internationale et le nouvel Agenda pour le Développement Durable assumé par l'ensemble de la communauté internationale –et, par conséquent, par l'Union Européenne (UE) et ses États Membres, qui font preuve d'un engagement remarquable– rendent nécessaire une mise en œuvre coordonnée, efficace et performante, à même de produire les résultats de développement ambitieux qui ont été fixés. Il s'agit là d'un aspect particulièrement important pour un acteur comme l'UE, qui a toujours été et qui demeure le plus grand donateur au monde en matière d'aide humanitaire et de coopération internationale au développement.

Une manière d'atteindre ces objectifs de coordination et d'harmonisation consiste à collaborer directement avec des entités qui, à l'instar de l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID), ont démontré à la Commission Européenne leur capacité à gérer des fonds de développement européens. Depuis 2010, l'AECID met en œuvre des initiatives de coopération dont le financement provient soit de l'UE soit de ses États Membres. En 2011, elle a obtenu l'accréditation qui lui permet de recevoir et d'administrer des fonds de la Commission Européenne.

En quelques années, l'Agence a parcouru un long chemin afin d'adapter ses procédures et ses structures aux enjeux associés à une telle responsabilité. Ses efforts lui ont permis de se positionner comme un acteur de référence au sein du système européen, ce qui explique qu'elle ait été choisie pour assumer la présidence du Réseau des Agences Européennes de Coopération et de Développement (*Practitioners' Network for European Development Cooperation*) de mai 2019 à 2020. Au cours de ce processus d'adaptation, elle a également développé le recours à la coopération déléguée. Cette modalité de coopération a cessé d'être utilisée presque exclusivement dans le cadre des actions menées en Amérique Latine et aux Caraïbes, pour être désormais présente à tous les niveaux de l'Agence, depuis les premiers projets mis en œuvre en Asie et sur le continent Africain jusqu'aux projets plus récents en matière d'aide humanitaire, de coopération financière ou encore de coopération culturelle au développement.

La gestion des fonds délégués de l'UE ou de ses États Membres, qui dépassaient les 335 millions d'euros à la fin de 2018, a contribué à accroître l'impact de la Coopération Espagnole; elle a amélioré la coordination et l'harmonisation entre donateurs et réduit les coûts de transaction qu'implique la lutte contre des défis planétaires communs, tels que la pauvreté, le changement climatique ou les migrations. Le 5e Plan Directeur de la Coopération Espagnole (2018-2019) érige en principe la collaboration avec d'autres donateurs et présente la gestion de fonds délégués (ou coopération déléguée) comme une modalité de coopération qui contribue à l'objectif de concentration sectorielle. La coopération déléguée encourage par ailleurs la création de synergies positives, aussi bien entre actions qu'entre acteurs, favorisant de la sorte un apprentissage mutuel entre partenaires de développement.

Il convient toutefois de souligner que la Coopération Espagnole n'envisage pas la coopération déléguée comme une fin en soi, mais plutôt comme un moyen pour atteindre ses objectifs et ceux de l'ensemble de l'UE, et pour obtenir ainsi les résultats de développement qu'elle a fixés de manière conjointe avec ses pays partenaires. La coopération déléguée constitue également pour l'Espagne une manière supplémentaire de contribuer à la construction d'une action extérieure européenne solide et puissante, solidaire et engagée.

L'augmentation constante du nombre d'opérations signées fait de l'Espagne le troisième pays gestionnaire de fonds délégués de coopération, derrière l'Allemagne et la France, une place qui met en évidence l'efficacité du système de travail de l'AECID, son alignement sur les priorités de la coopération européenne et sa capacité à choisir de manière stratégique parmi ces priorités, sa position auprès des gouvernements des pays partenaires se voyant également renforcée.

Les opérations financées avec des fonds de l'UE figurent dans ce document. Si les 50 projets signés entre 2011 et 2018 reflètent l'importance de la contribution des fonds européens, ils témoignent également de la valeur ajoutée qu'apporte l'AECID en termes d'expérience, de connaissances techniques et de capacité de dialogue, pour atteindre les objectifs fixés dans le nouvel Agenda pour le Développement Durable.

**Aina Calvo Sastre**  
**Directrice de l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement**

# INTRODUCTION

---

## LES CLÉS DU FINANCEMENT EUROPÉEN DÉLÉGUÉ À L'ESPAGNE

La mise en œuvre des opérations décrites dans la présente publication s'inscrit dans le cadre du processus de rénovation de la Coopération Espagnole auquel a conduit l'émergence d'un nouveau contexte international, régional et national. Depuis une dizaine d'années, le développement fait l'objet de multiples débats, accords et déclarations au niveau international. Tous insistent sur la nécessité de donner aux pays partenaires un rôle prépondérant en matière de développement et placent au premier rang des priorités la coordination des acteurs, l'harmonisation des donateurs, la non-fragmentation de l'aide et la division du travail, des éléments qui se trouvent tous au cœur des différentes modalités de la coopération déléguée.

Comme le montrent les différents projets présentés dans ces pages, la coopération déléguée offre à l'AECID une véritable opportunité, non seulement parce qu'elle contribue à améliorer notre coopération et à la réorienter vers des actions plus stratégiques, mais aussi parce qu'elle permet de renforcer nos alliances avec des partenaires-clés, notamment l'UE. De la sorte, l'AECID respecte également les recommandations du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE quant à la concentration géographique et sectorielle des actions.

L'entrée en jeu de ce nouvel instrument a conduit l'AECID, qui est la principale organisation de l'Aide Publique au Développement (APD) en Espagne, à créer des mécanismes et des protocoles de travail spécifiques, à réviser ses outils et ses procédures et à les adapter à cette nouvelle modalité de travail. L'AECID, qui a cessé d'être une agence essentiellement de financement pour devenir une agence qui met en œuvre les ressources de l'UE, a tracé une feuille de route impliquant une redéfinition de son modèle de coopération avec ses partenaires et avec les pays prioritaires de la Coopération Espagnole.

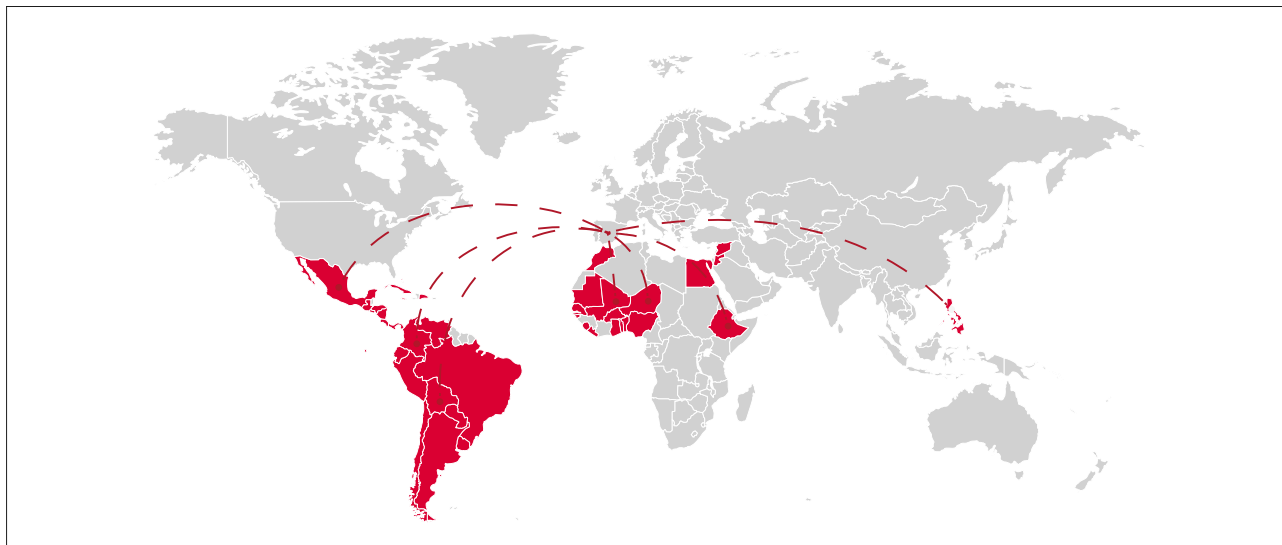
## ÉVOLUTION DE LA GESTION DES FONDS DÉLÉGUÉS

En 2011, après une évaluation positive dans le cadre de l'audit des 6 piliers de l'UE, l'AECID a obtenu l'accréditation permettant à la Commission Européenne de lui déléguer des fonds de coopération et de lui en confier la gestion. Depuis lors, le volume de fonds délégués n'a cessé de croître, de même que le nombre de conventions signées en vertu desquelles l'AECID, en tant que donateur chef de file, reçoit des fonds d'autres donateurs, en général l'UE. Cette tendance réaffirme le fait que, aussi bien l'UE que les autres États Membres, considèrent l'AECID comme un partenaire stratégique, compte tenu de son expérience, de sa responsabilité, du travail réalisé par la Coopération Espagnole au fil des ans et de sa capacité avérée de dialogue avec les institutions des pays partenaires.

L'accréditation pour les 6 piliers s'est vue complétée en 2016 avec l'accréditation pour le pilier financier, ce qui a permis à l'AECID de présenter des propositions de mixage (blending<sup>1</sup>). Cette modalité permet de mobiliser des fonds supplémentaires pour des projets de coopération dans les domaines des infrastructures, des énergies renouvelables, des transports, des PME et des services sociaux de base -en phase avec les plans de développement des gouvernements des pays partenaires-, à travers les facilités financières de l'UE, en particulier la Facilité d'Investissement pour l'Amérique Latine (LAIF).

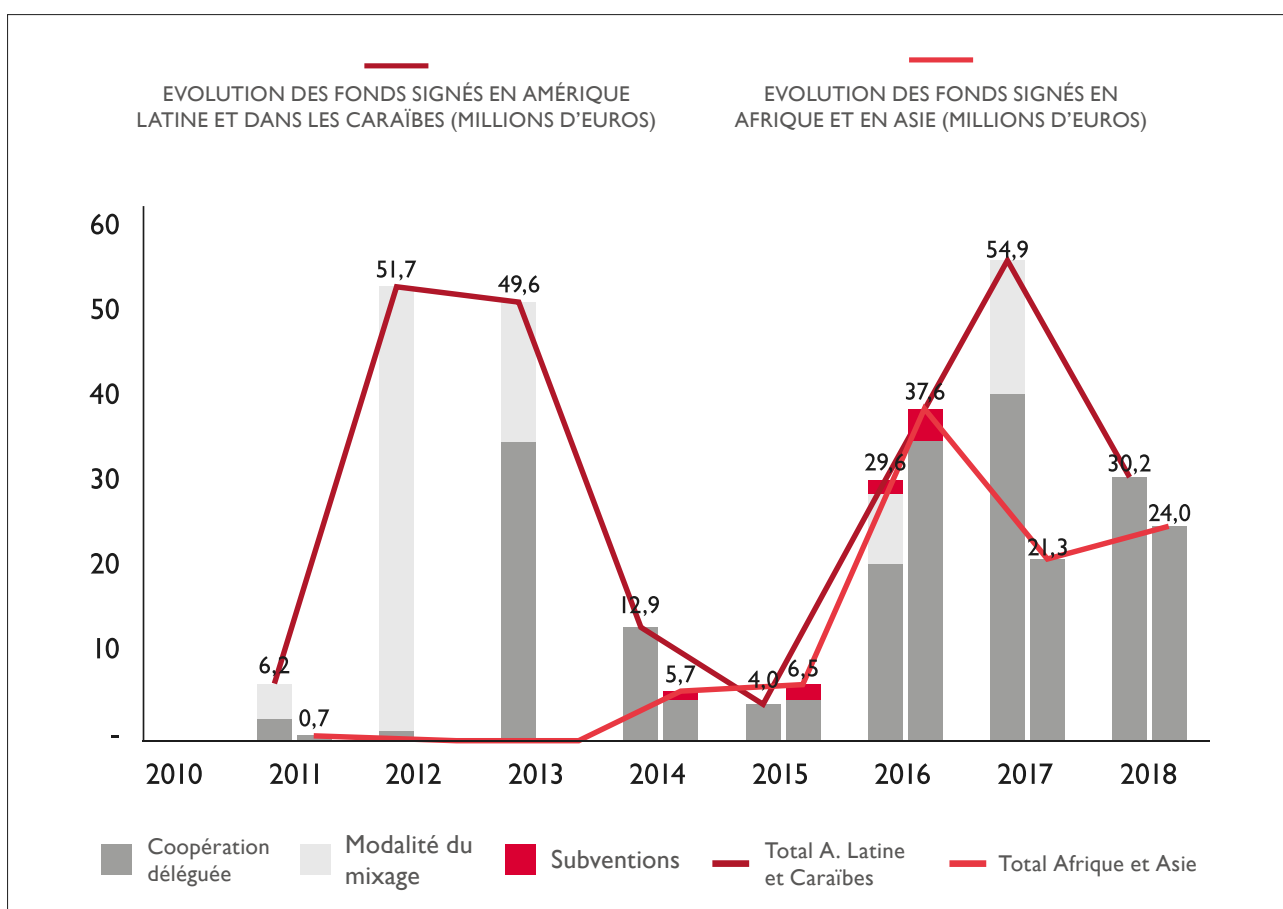
<sup>1</sup> Le *blending*, *mixage* ou *financement mixte* est un mécanisme de financement qui combine fonds de coopération remboursables et non remboursables, afin de lever des fonds supplémentaires en réduisant les coûts financiers pour le récepteur.

## OÙ COOPÉRONS-NOUS?



La mise en œuvre des fonds délégués a permis à la Coopération Espagnole de travailler dans 37 pays sur 3 continents.

Si, dans un premier temps, les fonds délégués gérés par l'AECID étaient essentiellement destinés à l'Amérique Latine –une région qui reste, à ce jour, celle ayant reçu le montant cumulé de fonds délégués le plus élevé–, la création, en 2014, du Fonds Fiduciaire Régional de l'UE en réponse à la crise syrienne (fonds «Madad») et, en 2015, du Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE-Afrique), a placé Afrique et l'Asie sur le devant de la scène.



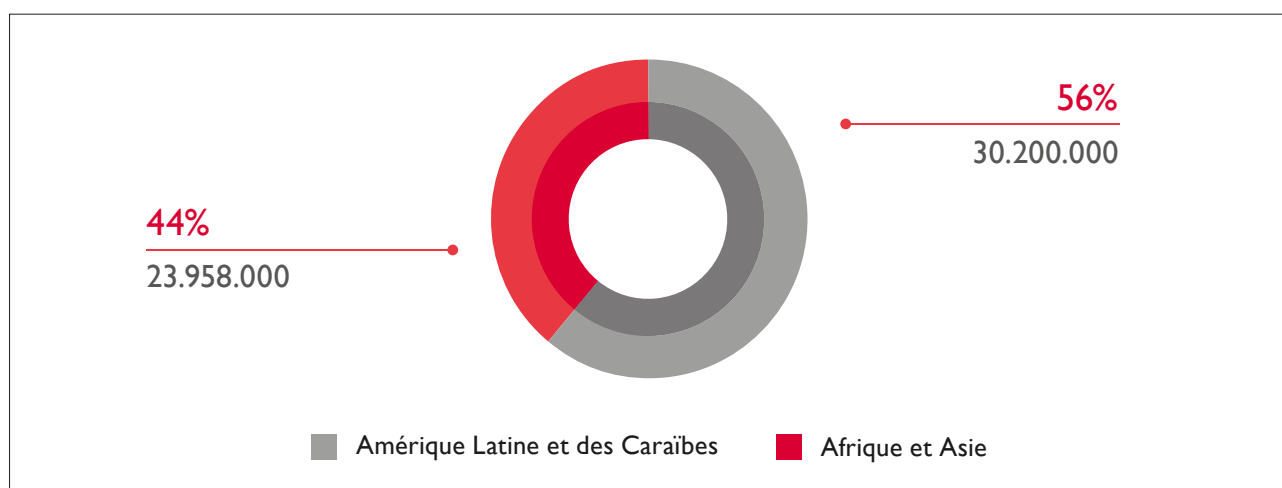
GRAPHIQUE I. Évolution des fonds délégués au fil des ans

## LES FONDS DÉLÉGUÉS EN CHIFFRES

La gestion des fonds délégués est actuellement un instrument-clé pour l'AECID. Fin 2018, le nombre de conventions passées avec l'Agence s'élevait à 52 et leur valeur globale à 335,2 millions d'euros. La plupart de ces projets (48 sur 52) sont des projets de développement signés avec l'Union Européenne, ce qui implique pour l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement la gestion de 329,8 millions d'euros.

En 2018, 11 conventions ont été signées pour un montant total de 54,2 millions d'euros.

- Amérique Latine: 7 conventions de délégation (30,2 millions)
- Afrique: 4 conventions de délégation (24 millions)



GRAPHIQUE 2. Distribution géographique des fonds délégués 2018 (en millions d'euros)

## MODALITÉS DE LA COOPÉRATION DÉLÉGUÉE

Les fonds délégués font l'objet de conventions signées entre l'Union Européenne ou l'État Membre donateur et l'AECID, et sont octroyés selon l'une des modalités suivantes: coopération déléguée, mixage (*blending*) ou subventions.

La coopération déléguée est une modalité de coopération technique et financière impliquant le transfert des ressources et de la responsabilité du suivi. Cette modalité est la plus utilisée (41 des 52 opérations signées) par l'AECID et ses partenaires européens: 70% de tous les fonds délégués gérés par l'Agence à ce jour, soit 235 millions d'euros.

La modalité du mixage repose sur une association de fonds de coopération remboursables et non remboursables. Ce mécanisme vise à permettre une levée de fonds supplémentaires avec des coûts financiers moindres pour le récepteur. Cette formule de financement, qui a fait l'objet de cinq conventions, représente 28% des fonds européens de coopération délégués à l'AECID, soit un montant total de 94,1 millions d'euros. Cette modalité est celle qui a été utilisée le moins souvent.

Les subventions émanant d'un «donateur silencieux», autrement dit l'octroi de fonds de manière directe ou à la suite d'un appel à propositions (*call for proposals*), constituent la modalité de gestion impliquant le volume de fonds le moins élevé à ce jour, l'AECID ayant signé six conventions pour un montant total de 6,1 millions d'euros, soit 2% des fonds délégués à l'Agence Espagnole.

## L'UE ET L'ESPAGNE, PARTENAIRES POUR UNE COOPÉRATION STRATÉGIQUE

Comme nous l'avons déjà signalé, à l'heure actuelle l'Espagne est le troisième pays gestionnaire de fonds délégués de coopération provenant de l'Union Européenne, derrière l'Allemagne et la France. Cette position met en évidence l'efficacité de son système de travail, fondé sur l'attachement au principe d'harmonisation et aligné sur les procédures

nationales des pays avec lesquels elle travaille. Raison pour laquelle, bien souvent ce sont les pays eux-mêmes qui suggèrent que l'AECID soit l'Entité Déléguée.

L'AECID est également membre du Réseau des Agences Européennes de Coopération (*Practitioners' Network for European Development Cooperation - PN*) qui constitue la plateforme idéale pour l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les agences et avec la Commission Européenne. L'AECID assurera la présidence du PN pendant l'exercice 2019-2020.

## **PERSPECTIVES D'AVENIR**

À toutes les opérations signées jusqu'en 2018, définies dans les 50 projets, s'ajoutent 14 autres opérations, qui se trouvent à différents stades de négociation. Dix d'entre elles ont déjà été approuvées en comité et les conventions de délégation correspondantes devraient être signées dans le courant de l'année 2019, pour un montant total de 81,7 millions d'euros.

Le montant total des projets de l'UE devant être mis en œuvre par l'AECID en 2019 devrait s'élever à 411,5 millions d'euros. Si l'on ajoute à cette somme les fonds délégués provenant d'autres États Membres, le montant total des projets à la charge de l'Agence serait de 416,9 millions.

Il y a lieu de souligner que 3 des 10 opérations déjà approuvées en comité relèvent du Plan d'Investissement Extérieur (PIE), mis en place par l'UE en 2017. Le PIE offre un cadre global cohérent pour l'amélioration des investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l'UE. Ce plan a pour objet de promouvoir les investissements durables et de traiter certaines des causes profondes des migrations. Aux fins de sa mise en œuvre, des fonds provenant de l'UE, des États Membres, d'autres donateurs, des institutions financières et du secteur privé seront mobilisés.

L'AECID entend également jouer un rôle de facilitateur pour que d'autres acteurs de la Coopération Espagnole puissent avoir accès aux fonds européens, notamment les ONG de développement. Les Bureaux Techniques de Coopération de l'AECID (BTC) et les délégations de l'UE ont en effet constaté que, dans un nombre croissant d'interventions relevant de projets de coopération déléguée, il serait pertinent de travailler avec des ONG de développement et des organisations de la société civile espagnoles, non seulement en raison de leur présence sur le terrain, mais aussi parce qu'elles possèdent de grandes capacités et une expérience avérée.

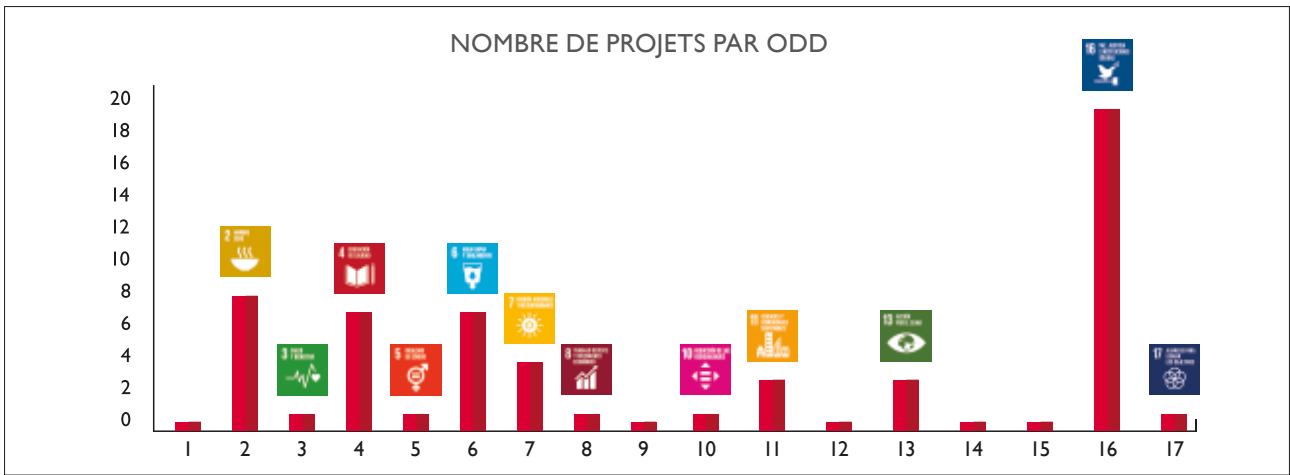
## **COORDINATION, EFFICACITÉ ET IMPACT**

L'expérience de ces dernières années montre en outre que la gestion de la coopération déléguée contribue à renforcer le rôle de l'AECID vis-à-vis de la communauté internationale et de ses pays partenaires, dans la mesure où elle bénéficie aujourd'hui d'une meilleure position politique, de négociation et de dialogue, un rôle accru qui joue en sa faveur dans d'autres domaines dépassant le cadre de la coopération. Ces dernières années, elle a pu maintenir cette position en partie grâce aux fonds délégués, en dépit de la diminution des fonds bilatéraux octroyés par l'Espagne à ses pays partenaires.

La coopération déléguée implique une responsabilité, en tant qu'État Membre, dans la mise en œuvre des fonds européens de coopération, qui sont aussi les nôtres. Les critères de l'Espagne sont, de plus en plus, pris en compte dans les décisions adoptées quant aux priorités de la coopération européenne. Elle encourage la participation active – conjointement avec l'ensemble des partenaires européens – aux processus de prise de décision, de programmation et de financement des politiques européennes de développement.

Enfin, l'Agenda pour le Développement Durable requiert des instruments efficaces capables de contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui y sont définis. Dans ce nouvel agenda mondial, le rôle des pays donateurs s'avère essentiel pour que les pays les plus vulnérables puissent remplir les objectifs fixés pour atteindre un développement durable à l'échelle mondiale. Pour ce faire, les nouveaux instruments de financement, tels les fonds délégués, s'avèrent décisifs en termes de coordination, d'efficacité et d'implication des pays bénéficiaires de la coopération. La coopération déléguée offre une opportunité de remplir les Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030, en particulier l'Objectif 17 qui vise à renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement et à le revitaliser.





GRAPHIQUE 3. Répartition des projets de coopération déléguée par ODD

# PROJETS



# BOLIVIE

<b>Titre du Projet</b>	Programme de Réseaux de Connaissance et d'Innovation en Matière d'Environnement, d'Eau et d'Assainissement – CIMAS		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I4081, I4010, I4030, I4032 / 6 – Eau propre et assainissement et II – Villes et communautés durables		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	12 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	2 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	350 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, SENASBA, Viceministerio de Agua Potable y Saneamiento et Autoridad de Agua Potable y Fiscalización y Control Social de Agua y Saneamiento Básico.		

CIMAS est une initiative qui cherche à renforcer des plateformes nationales et sous-nationales durables pour favoriser des actions techniques, scientifiques et éducatives concernant la gestion de la connaissance sur l'eau potable, les bassins et les ressources hydriques, l'assainissement et l'environnement. L'AECID –avec ce programme financé sur des fonds délégués de l'UE– consolide le travail effectué depuis 2015 à travers les quatre programmes financés par l'AECID-Fonds de Coopération pour l'Eau et l'Assainissement (FCAS), grâce auquel ont été améliorées l'efficacité des institutions impliquées, les compétences de leur personnel et la mise en œuvre d'actions intégrales, qui, à leur tour, ont généré des processus de démonstration et de transfert de solutions technologiques.

La nécessité d'une assistance soutenue dans le temps, le renforcement institutionnel, la formation des ressources humaines et la communication sont des facteurs clés pour cautionner, avant la finalisation du projet en 2019, l'énorme investissement déployé dans ce secteur par le gouvernement national et ses alliés, ainsi que pour sensibiliser la population à l'égard de cette problématique.

Le programme CIMAS s'est consolidé comme un espace d'interaction, d'innovation, de recherche et de travail en réseau avec des acteurs, ce qui a permis la génération, la transmission, l'application et la consolidation de connaissances sous les préceptes d'intégralité, de durabilité et de bonnes pratiques. Grâce à cette initiative, SENASBA compte sur un projet de réingénierie organisationnelle et fonctionnelle qui lui permet d'apporter une réponse aux défis des fonctions remplies. De plus, le programme a appuyé l'élaboration de la stratégie de communication et d'éducation sectorielle sur l'eau et l'assainissement, exécutée en coordination avec l'Unité de communication du Ministère de l'environnement et de l'eau, en tant que contribution à la mise en œuvre de la politique d'utilisation efficace de l'eau du secteur.



# BOLIVIE

<b>Titre du Projet</b>	Appui au Programme d'Eau Potable et de Réseau d'Égouts Urbain et Périurbain		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	14031, 14032, 14010, 14081 / 6 – Eau propre et assainissement et 11 – Villes et communautés durables		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-LAIF, AECID-FCAS, BID, Programa Contravalor Bolivia España (OFECOM) et Apport Local de Communes Boliviennes		
<b>Total Fonds UE</b>	15 500 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	15 500 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	5 000 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Ministère de l'Environnement et de l'Eau de Bolivie, BID et OFECOM de l'Ambassade d'Espagne en Bolivie		

Au cours des dernières années, la Bolivie a joué un rôle protagoniste dans les transformations profondes du cadre légal et institutionnel de l'eau et de l'assainissement, en réalisant de gros investissements en infrastructures et en développant d'importants projets et études de planification que le FCAS de l'AECID soutient depuis 2008 par la dotation de technologies appropriées et une forte composante de formation institutionnelle.

À l'issue du succès de la première phase du Programme d'eau et de réseau d'égouts périurbain, financé à 80 % par le FCAS, les actions de cette seconde phase (2017-2022) ont été financées dans le cadre de la *Latin American Investment Facility* (LAIF) –outil de Blending–. La facilité financière LAIF requiert un exercice important de coordination entre les associés bailleurs de fonds pour veiller à la complémentarité opérationnelle des fonds du projet. Ils ont pour objectif d'assurer, élargir, améliorer et donner une continuité au service d'eau et d'assainissement dans plusieurs des principales villes du pays, tels que El Alto, Trinidad ou Riberalta, ainsi qu'optimiser la gouvernance de ce secteur et renforcer la gestion intégrée des ressources hydriques à l'échelle nationale pour réduire l'impact du changement climatique.

Plus de deux cent mille personnes bénéficieront de la couverture étendue de ce droit fondamental et verront garanties la durabilité, la qualité et la continuité d'un service qui vise à devenir accessible aux segments les plus pauvres de la société bolivienne, souvent touchés par des sécheresses et des inondations. Dans ce but, le bon usage de ce service sera encouragé à travers le travail social; la connectivité du réseau d'égouts sera améliorée; le Centre International de Recherche et de Développement d'Eaux Résiduelles de la Région de l'Altiplano fera l'objet de promotion; et des solutions de drainage urbain visant à intégrer tout le cycle urbain de l'eau à un horizon d'une vingtaine d'années feront l'objet d'étude.



# BOLIVIE

<b>Titre du Projet</b>	Renforcement de l'Indépendance du Système Judiciaire Bolivien
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15130 – Développement légal et judiciaire / 16 – Paix, justice et institutions efficaces
<b>Provenance des Fonds</b>	UE
<b>Total Fonds UE</b>	424 025 Euros
<b>Montant Délégué</b>	424 025 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, OACNUDH, Red de Participación y Justicia, Tribunal Constitucional Plurinacional, Tribunal Supremo de Justicia, Tribunal Agroambiental, Consejo de la Magistratura et Escuela de Jueces

La justice bolivienne présente une longue trajectoire d'obstacles et d'inefficacités qui l'ont plongée dans une crise au cours des dernières décennies. La Constitution de 2009 a mis en route une réforme afin que le système judiciaire soit impartial et libre de toute pression politique, qu'il puisse lutter contre l'impunité et créer un environnement libre de corruption permettant d'opérer dans des conditions d'égalité et en respectant les droits de l'homme.

Par ce programme, exécuté entre 2012 et 2014 en tant que partie de l'initiative menée par l'UE en Bolivie dans le cadre de son Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP), l'AECID a assuré la continuité d'un secteur prioritaire pour la Coopération Espagnole. Grâce à cela, les institutions et les nouveaux magistrats et fonctionnaires du système judiciaire ont renforcé leurs connaissances des normes et des standards internationaux, et, en même temps, ont amélioré leur impartialité et renforcé la nouvelle Constitution. A la fin du programme, en mars 2014, le Bureau Technique de la Justice a été constitué, formé par toutes les instances du secteur, aussi bien de l'exécutif que de l'organe judiciaire.

Par ailleurs, l'initiative a permis la planification et la gestion de moyens matériels qui influent directement sur l'amélioration de la qualité du système et pallient le retard judiciaire, et a encouragé la réflexion et le débat juridique par la comparaison d'expériences d'autres pays, la conception d'un cadre commun de priorités, la consolidation du dialogue politique et la promotion de propositions techniques qui, finalement, ont servi de base pour un Plan de Travail Commun.



# BOLIVIE

<b>Titre du Projet</b>	Programme de Soutien du Plan d'Action Visant à mettre en œuvre la Stratégie de Lutte contre le Trafic de Stupéfiants et de Réduction de Cultures Excédentaires de Coca (ELCN et RCEC)	
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15113, 16063 / 16 – Paix, justice et institutions efficaces	
<b>Provenance des Fonds</b>	UE	
<b>Total Fonds UE</b>	3 600 000 Euros	
<b>Montant Délégué</b>	<b>Apport AECID</b>	350 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, FIIAPP, Ministère de l'Intérieur-Espagne, Direction de la Coopération Internationale-France, CIVIPOL (Conseil, Société de Conseil et de Service du Ministère de l'Intérieur Français-France), Secretaría de Coordinación del Consejo Nacional de Lucha contra el Tráfico Ilícito de Drogas -Bolivie	

Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan d'action de la Bolivie 2015-2019, dans le Plan national de lutte contre la traite et le trafic de personnes, ainsi que dans la Stratégie pour la Bolivie de l'UE en matière de drogues (2013-2020). Son objectif spécifique est d'appuyer le renforcement institutionnel et la capacité technique de la Force Spéciale de Lutte contre le Trafic de Stupéfiants, ainsi que les autres entités publiques importantes impliquées dans la lutte contre la drogue et les délits connexes.

En étroite coordination avec d'autres activités mises en œuvre par l'AECID, comme le programme Interconecta –qui considère l'éducation comme un pilier dans la prévention du dopage–, l'initiative agira sur deux fronts: la formation et la coordination interinstitutionnelle. La formation s'effectuera par l'intermédiaire de cours et d'assistance technique dans tous les domaines de la lutte contre le trafic de stupéfiants et ses délits connexes (légitimation de profits illicites et traite et trafic de personnes), en appliquant les bonnes pratiques en vigueur au sein de l'UE. La coordination interinstitutionnelle couvrira différentes perspectives: analyse des structures organiques et base de données actuelles, proposition de réorganisation, s'il y a lieu, et finalement, formation conjointe et coordonnée de toutes les institutions impliquées.

Jusqu'à présent, 1402 professionnels appartenant aux groupes destinataires mentionnés précédemment ont été formés, avec une participation de 28,9% de femmes. Sur les 1402 professionnels, 62,34% étaient des policiers et 37,66% du personnel civil. Par ailleurs, un total de 30 professionnels ont participé à des stages régionaux et internationaux, répartis à parts égales entre personnel policier et civils. Dans le cadre de cette intervention, il a été encouragé l'élaboration d'importantes conventions interinstitutionnelles pour favoriser la stabilité du personnel des institutions et l'engagement d'augmentation budgétaire de sources locales pour une plus grande durabilité future.



# COLOMBIE

<b>Titre du Projet</b>	Projet de développement territorial dans le département de Nariño dans des conditions de paix		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	43040, 15220, 15180 / 11 – Villes et communautés durables, 16 – Paix, justice et institutions efficaces et 5 – Égalité de genre		
<b>Provenance des Fonds</b>	Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne pour la Paix en Colombie		
<b>Total Fonds UE</b>	6 500 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	6 500 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	1 654 322 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Gobernación de Nariño et Alcaldías de Ipiales, Pasto et Tumaco		

La Coopération Espagnole travaille depuis trente ans en Colombie et contribue au développement territorial pour la paix dans le département de Nariño en soutenant des projets de développement économique et productif, dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, des droits de la femme et de l'action humanitaire. Elle travaille en collaboration avec des institutions locales, des organisations civiles et des entités ethno-territoriales afin de garantir des moyens de subsistance dignes, de renforcer la présence de l'État et de restaurer le tissu social dans des zones lointaines en conflit.

Financé par le Fond Fiduciaire de l'UE pour la paix en Colombie, créé en 2016 avec le soutien de l'Espagne, le PDT Nariño favorise la consolidation d'organisations de producteurs et le développement économique dans le domaine rural, le renforcement des capacités administratives des gouvernements sous-nationaux, la promotion de la participation de la société civile à la gouvernance locale, l'esprit d'entreprise chez les femmes et le renforcement de leur capacité de résilience, ainsi que l'approfondissement de la protection et de la participation politique, ce qui constitue déjà, avec la connaissance du terrain et l'articulation des institutions publiques et les organisations de la société civile qui opèrent sur le terrain, l'un des signes d'identité de la Coopération Espagnole en Colombie.

Lancé en juin 2018, avec une durée estimée de trois ans, le projet encourage des chaînes productives telles que celle du cacao, de la noix de coco, de l'aquaculture, de l'arboriculture fruitière, de l'industrie laitière ou du tourisme. De plus, il vise à promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes par la récupération des écoles-ateliers, et à renforcer les politiques publiques pour favoriser le développement local par la mise en place d'alliances publiques et privées permettant d'attirer des partenaires commerciaux de manière à articuler la production et à améliorer la relation avec le marché.



# CUBA

<b>Titre du Projet</b>	Appui à la Chaîne Productive du Cacao dans l'Est Rural GEAM-MINAG Guantanamo
<b>Secteur CAD / ODD</b>	52010 – Sécurité alimentaire / 2 – Faim «zéro»
<b>Provenance des Fonds</b>	UE
<b>Total Fonds UE</b>	9 500 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	1 300 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID

Depuis 2009, à Cuba, l'AECID a mis en œuvre des actions ponctuelles dans le domaine de la sécurité alimentaire. En 2014, cette contribution s'est vue intensifiée par le projet «Appui à la chaîne productive du cacao dans l'Est rural GEAM-MINAG Guantanamo», par lequel on cherche à garantir l'accès de la population cubaine à des aliments de qualité, ainsi qu'à améliorer la chaîne productive du cacao et d'autres postes économiques qui y sont associés.

Dans ce but, les liens ont été resserrés avec deux associés locaux: l'Institut de Recherches Agroforestières (Ministère de l'Agriculture), qui se charge de la partie productive et de soutenir aussi bien les coopératives agricoles que les producteurs de cacao, et le gouvernement provincial de Guantanamo, davantage lié à l'exploitation du cacao, de la noix de coco, et autres arbres fruitiers pour l'élaboration de produits dérivés –glace, turrón, cornet, horchata– et services associés à la chaîne.

Grâce à la technologie apportée par ce projet –qui a joui d'un apport complémentaire de l'AECID de 400 000 euros– la production est en progression, et la qualité du cacao connaît une amélioration, ce qui, à son tour, crée des incitations pour que la jeunesse voie dans le milieu rural une alternative de travail viable. Un travail a été également réalisé avec plusieurs collectifs de femmes qui ont vu leurs conditions de travail améliorées aussi bien à San Antonio del Sur, où a été améliorée leur formation dans la production textile, qu'à Baracoa, commune où se sont multipliés les plants de cacao par la technique de la microgreffe.





# ÉQUATEUR

<b>Titre du Projet</b>	Subvention LAIF de l'Union Européenne en Complément du Projet d'Irrigation Technicisée (PIT) pour Petits et Moyens Producteurs et Productrices		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	31120 – Développement agricole / 8 – Travail décent et croissance économique		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-LAIF, BM, AECID-FONPRODE		
<b>Total Fonds UE</b>	8 408 773 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	8 408 773 Euros	<b>Apport AECID</b>	18 410 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage-Équateur, Universités Publiques et Privées-Équateur, Organisations Locales de Développement Productif		

La *Latin American Investment Facility* (LAIF) est outil de Blending mis en marche par l'UE en 2010. En 2017, l'AECID a reçu des fonds LAIF pour exécuter des actions complémentaires exécutées dans le cadre du PIT, et a établi, avec la BM et l'UE, un système d'exécution conjoint qui incorpore le travail et la participation d'universités du pays, d'organisations de producteurs, d'organisations locales de développement et d'assemblées d'irrigants.

Le PIT vise à augmenter les revenus de l'agriculture paysanne familiale en soutenant une irrigation plus efficace, une production plus durable adaptée au changement climatique et l'amélioration de l'accès aux marchés. Il s'applique à dix-sept provinces d'Équateur et, au cours de ses cinq années d'exécution, il prévoit de techniciser l'irrigation parcellaire sur plus de 12 000 ha de la Sierra et de la côte. Pour y parvenir, le projet travaille sur deux grands axes de travail: d'une part, la création d'une École nationale d'irrigation productive, conçue et mise en route par l'AECID, et qui veut doter le pays d'une masse critique d'experts et de professionnels contribuant à la conception, à la modernisation et à la gestion durable de l'irrigation; et, d'autre part, la mise en route de quatre Territoires de démonstration chargés de justifier la viabilité et la durabilité de la petite agriculture paysanne lorsqu'elle compte sur les ressources nécessaires.

Selon les prévisions, à la fin du projet, en 2022, plus de 14 000 familles de paysans métisses, indigènes, afro-équatoriens et montubios devraient jouir d'un accès permanent à des biens d'autoconsommation, avoir intensifié leur participation aux politiques publiques et avoir accru leurs revenus grâce au perfectionnement des processus de production et de commercialisation.



© Photograph: M. Fanjul / AECID

# ÉQUATEUR

<b>Titre du Projet</b>	Mesures d'Appui au Développement du Talent Humain, à l'Innovation et au Transfert de Technologie en Équateur		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	31182 – Recherche agricole / 4 – Éducation de qualité		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	3 400 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	1 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	197 647 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Ministère du Travail de l'Équateur, Universidad Amazónica Ikiam et Instituto Nacional de Investigaciones Agropecuarias (INIAP)		

Au cours des quatre dernières années, la Coopération Espagnole a franchi des pas importants en Équateur, en cohérence avec son V<sup>e</sup> Plan Directeur, l'Agenda 2030 et le Plan National pour le Développement de l'Équateur 2017-2021. L'un d'eux consiste à renforcer le talent humain, l'innovation et le transfert de technologie à travers trois institutions publiques liées à ces domaines: l'Universidad Amazónica Ikiam, l'INIAP et les Unidades Administrativas del Talento Humano.

Par ce projet, lancé en 2018, on cherche à accroître les capacités du système public de RDI, consolider les connaissances des serveurs publics à travers le Plan de Formation du Ministère du Travail Équatorien, renforcer l'enseignement supérieur et soutenir des projets de recherche en les liant à des universités et à des centres de recherche espagnols, afin de doter les futurs entrepreneurs des outils nécessaires pour renforcer ces secteurs clés pour le développement du pays.

En conséquence, selon les prévisions, à l'issue de l'exécution du projet en 2020, trois nouvelles filières d'études de troisième cycle seront mises en place sur des thèmes environnementaux, deux lignes de recherche agricole seront consolidées avec application directe aux systèmes de production agricole –matériel génétique de pomme de terre et utilisation de tek– et environ trois cents fonctionnaires verront leurs compétences élargies à travers les plans de formation.



© Photograph: M. Fanjul / AECID

# ÉGYPTE

<b>Titre du Projet</b>	Appui à la Modernisation de l'Administration de la Justice en Égypte
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15130 – Développement légal et judiciaire / 16 – Paix, justice et institutions efficaces
<b>Provenance des Fonds</b>	UE
<b>Total Fonds UE</b>	9 047 545 Euros
<b>Montant Délégué</b>	867 658Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Justice Coopération Internationale, Consiglio Superiore della Magistratura (Italie) et NI-CO (UK)

Ce projet, dont l'objectif principal est d'appuyer la modernisation de l'administration de la justice de l'État, s'inscrit dans le programme Masar, «chemin» en arabe, que l'AECID a lancé en 2012 afin d'accompagner les processus de gouvernance démocratique dans le Monde arabe, en appuyant les processus démocratiques de la région, en contribuant à la modernisation et au renforcement des institutions et des acteurs clés dans le développement de l'État de droit.

L'AECID a collaboré au renforcement du Centre National des Études Judiciaires en partageant ses connaissances et son expérience sur des aspects de transition démocratique, sur le système législatif espagnol et sur la désignation de juges et de procureurs et autres personnes en charge de l'administration de la justice. Pendant quatre ans (2014-2018), le délai des procédures judiciaires a été raccourci par la mise en œuvre d'une base de données à l'échelle nationale et les capacités des professionnels ont été améliorées au moyen de cours, de séminaires et de conférences, ce qui, à son tour, a permis de raccourcir les délais dans le service public grâce à un accès plus rapide aux affaires et à une meilleure connaissance de la loi et de son application. Les bénéficiaires principaux ont été le personnel judiciaire, le personnel du ministère public, ainsi que les citoyens et les usagers des services publics de la justice.

De plus, une collaboration a été offerte pour un meilleur fonctionnement de la cour de cassation et, surtout, pour celui du système judiciaire pour mineurs qui, désormais, inclut des traitements spéciaux pour les enfants qui s'adaptent aux normes internationales et rendent visible, aux yeux de la loi, leur situation et leurs besoins.



# EL SALVADOR

<b>Titre du Projet</b>	Subvention LAIF au Programme Chemins Ruraux au Salvador
<b>Secteur CAD / ODD</b>	21010 - Transport / 9 - Industrie, innovation et infrastructure
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-LAIF, AECID-FONPRODE et deux prêts de la BID
<b>Total Fonds UE</b>	4 160 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	4 160 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID et Ministère des Travaux Publics, du Transport, du Logement et du Développement Urbain du Salvador (MOPTVDU)

Les habitants de Perquín, Arambala et Ciudad Victoria au Salvador ont vécu pratiquement isolés pendant des années du fait du mauvais état des chemins qui les relient à d'autres communes. Cela les empêchait d'avoir accès aux biens et services de première nécessité, ainsi qu'aux opportunités générées pour leur insertion économique.

Face à cette situation, et compte tenu du fait qu'il était dépourvu d'une équipe spécialisée dans la conception de travaux publics et dépendait des appels d'offres externes proposant des prix élevés et des délais d'exécution longs, le MOPTVDU a demandé de l'aide pour réparer le tronçon Victoria –Desvío El Zapote– Caserío Santa Marta, en Victoria (département de Cabañas), et du chemin qui va de Cantón Caserío Tejera à Paso El Mono, à Arambala (département de Morazán). L'UE, en collaboration avec l'AECID, a décidé alors de soutenir le gouvernement du Salvador dans le cadre de la *Latin American Investment Facility (LAIF)* –outil de Blending–, en exécutant le chantier entre 2014 et 2017, en s'alignant avec les activités de son Plan stratégique et de sa politique de *Caminos Rurales progresivos*.

Grâce à la contribution LAIF, le Ministère des Travaux Publics s'est vu renforcé par la concession d'équipement spécialisé, la mise en place de cours qui s'adressaient à ses fonctionnaires, la construction de nouveaux bureaux et l'établissement d'un système de gestion de qualité. De plus, avec deux chemins ruraux améliorés conformément à une approche de gestion de risques (sûrs et praticables toute l'année), des milliers de familles rurales salvadoriennes ont récupéré la possibilité d'accès à des services sociaux de base tout au long de l'année, ce qui a facilité leur intégration et le développement économique local.



# EL SALVADOR

<b>Titre du Projet</b>	Renforcement Institutionnel du Conseil National de la Sécurité Citoyenne et de la Cohabitation (CNSCC) pour la Mise en œuvre du Plan El Salvador Seguro – PESS		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15110 - Politique d'administration et de gestion du secteur / 16 - Paix, justice et institutions efficaces		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	600 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	600 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	60 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, CNSCC, SEGOB, Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique et Vice-Ministère de la Coopération au Développement		

La société salvadorienne est victime de niveaux de criminalité qui limitent la liberté, détériorent la qualité de vie des personnes, limitent leur épanouissement, et portent atteinte à la cohabitation. Les niveaux élevés d'exclusion et de vulnérabilité, les schémas culturels qui normalisent et reproduisent la violence, l'impunité institutionnelle et l'absence d'une vision partagée sur la façon de combattre cette problématique ont conduit à la création du CNSCC en 2015.

L'Espagne a participé activement à ce processus, ainsi qu'à l'élaboration du PESS – Plan El Salvador Seguro, qu'elle a appuyé depuis le commencement par des actions de prévention et de lutte contre la violence de genre, par le renforcement institutionnel et le dialogue politique. L'expérience de l'AECID en matière d'insertion socio-professionnelle de jeunes en situation de risque, de réhabilitation de tissus urbains dégradés et de coopération avec un gouvernement central, la société civile et les directions locales ont conduit l'UE à déléguer à l'AECID la mission d'améliorer la situation du pays dans ce domaine tout au long de la durée de l'initiative entre 2018 et 2022.

La mise en œuvre du PESS vise à régulariser la vie des habitants de cinquante communes par l'amélioration des capacités du CNSCC, la mise en route de services institutionnels d'attention aux victimes, et le renforcement de la formation dans les écoles et les communautés. De même, il a été adopté une loi garantissant le contrôle d'utilisation des armes à feu et renforçant la participation de l'entreprise privée, de la société civile et de l'Église aux efforts de sécurité citoyenne.



# ÉTHIOPIE

<b>Titre du Projet</b>	Alliance Shire: Accès à l'Énergie des Communautés d'Accueil et de la Population Réfugiée à Shire		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	72010 - Aide et services matériels d'urgence / ODS 7 - Énergie propre à un coût abordable et 17 – Partenariats pour la réalisation des objectifs		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-Fonds Fiduciaire pour les Migrations en Afrique (EUTF)		
<b>Total Fonds UE</b>	3 050 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	3 050 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	741 600 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Alianza Shire avec le soutien d'ACNUR, ONGD ZOA, NRC et Don Bosco, Ethiopian Electrical Utility et Authority for Refugee and Returnees Affairs		

En juillet 2018, le premier accord public-privé est né en Espagne dans le domaine de l'action humanitaire. Il a donné naissance à la Alianza Shire, dont le champ d'action se centre sur la région de Tigray, concrètement sur les camps de réfugiés d'Adi Harush, Mai Aini, Hitsats et Shimelba, habités principalement par des Érythréens –pour la plupart des jeunes, des femmes, et des mineurs non accompagnés– qui fuient de leur pays en raison des violations des droits de l'homme et qui cherchent, la plupart du temps, à émigrer en Europe.

L'objectif de l'Alliance est d'améliorer les conditions de vie de ces personnes, ainsi que celle de leurs communautés d'accueil. La prestation de services de base, comme l'attention médicale, la sécurité alimentaire ou l'accès à l'éducation, l'usage partagé de l'électricité et la création d'opportunités par le lancement de nouveaux négoce liés au secteur de l'énergie solaire, aide à réduire les tensions entre les réfugiés et leurs communautés d'accueil, en même temps qu'elle diminue la déforestation et les émissions de carbone provenant de générateurs diesel privés.

Sur la base d'une durée estimée de trente-quatre mois, on espère que 40 000 personnes bénéficieront de cette initiative, dont 14 625 femmes. Jusqu'à ce jour, des succès importants ont été atteints, tels que l'amélioration du réseau électrique, la mise en œuvre de services incluant des cuisines communautaires ou des écoles, et l'installation de luminaires dans les rues, améliorant ainsi, de manière significative, la sécurité dans la zone.



# GUATEMALA

<b>Titre du Projet</b>	Prévention de la Violence et des Crimes et Délits contre les Femmes, l'Enfance et l'Adolescence		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15180 – Élimination de la violence contre les femmes et les fillettes / 5 – Égalité entre les sexes		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	15 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	15 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	1 600 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Secretaría Ejecutiva de la Instancia de Coordinación del Sector Justicia et Centro de Acción Legal en Derechos Humanos		

Les crimes et délits commis contre les femmes sont les plus dénoncés au Guatemala, mais ce ne sont pas les seuls: les enfants et les adolescents sont aussi affectés par ce fléau social. Afin d'éradiquer cette violence, l'UE en collaboration avec l'AECID a mis en place ce projet afin d'aider aussi bien les institutions de la Costa Sur du pays que les victimes, en particulier dans les départements de Escuintla, Suchitepéquez, Retalhuleu et Sololá.

Au moyen de cette intervention, dont la mise en œuvre a commencé en 2018, un travail est effectué avec les autorités et les organisations locales en vue du renforcement des institutions publiques et privées, la promotion de projets pour la prévention de la violence, l'amélioration de la qualité d'attention aux victimes et l'implantation de programmes d'appui pour leur récupération. L'objectif est également de réduire l'impunité en favorisant la dénonciation et en renforçant l'efficacité du système judiciaire, ce qui inclut l'amélioration de sa capacité de recherche et une procédure plus rapide.

On espère, à la fin du programme en 2022, parvenir à une réduction des indices de violence au Guatemala, en rendant ce pays plus sûr pour les femmes et les enfants, en respectant une pleine application des droits de l'homme et en encourageant une culture de paix. Le travail conjoint avec les autorités et les organisations locales aidera à renforcer les capacités des municipalités, en améliorant, parallèlement, les capacités des institutions publiques et privées.



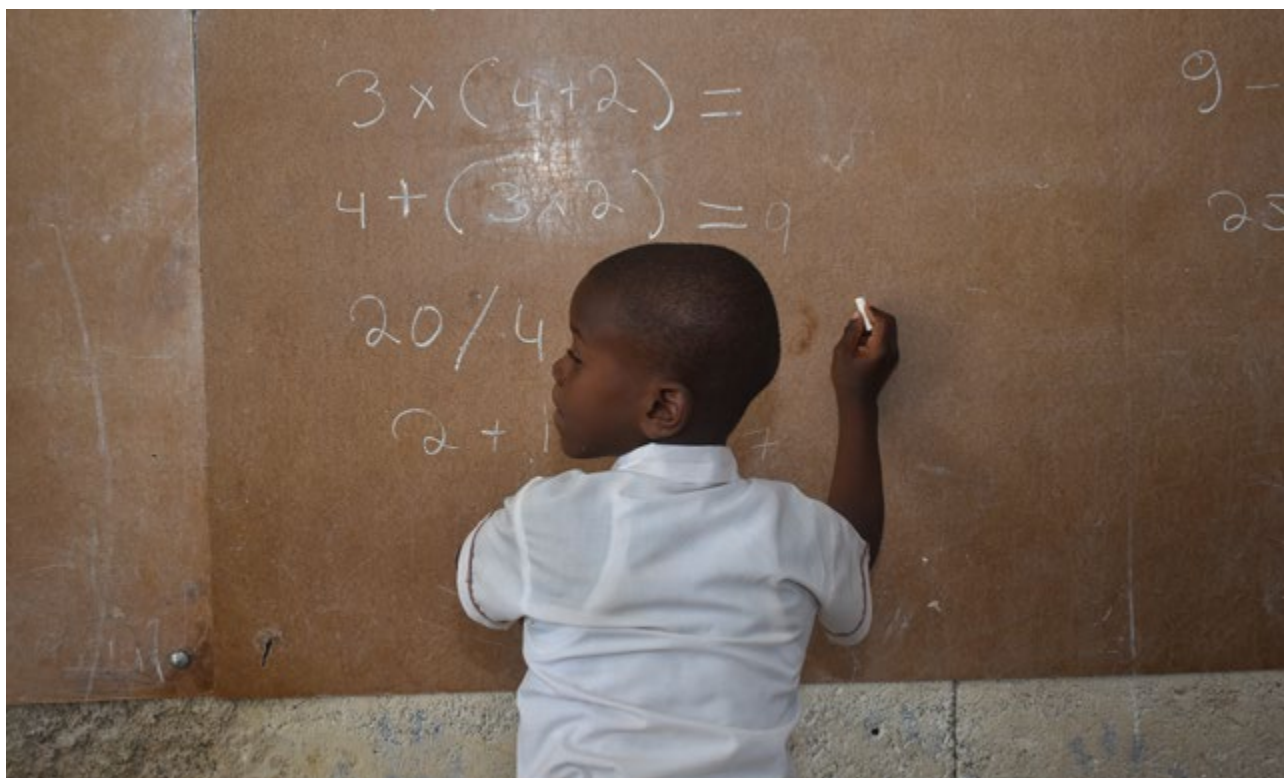
# HAÏTI

<b>Titre du Projet</b>	Projet de Renforcement des Services Éducatifs dans le Sud-Est et Amélioration de la Qualité de l'Éducation pour le Premier Cycle d'Éducation Basique (EDUKAYITI)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	IIII0 – Politique éducative et gestion administrative / 4 – Éducation de qualité		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	3 000 000 Euros		
<b>Montant Délégé</b>	3 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	1 152 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, UE, MENFP, UEH et UNIBE		

Après le tremblement de terre de 2010, la Coopération Espagnole a soutenu la mise en œuvre d'une stratégie éducative à Haïti à partir de trois axes –renforcement institutionnel, construction de nouvelles écoles et formation du corps enseignant– visant à jeter les bases de la refonte d'un système d'enseignement de qualité, plus juste et plus efficace.

Inscrit dans le programme de soutien budgétaire général de l'UE, le projet EDUKAYITI (2018) a pour objectif d'assurer l'accès à l'éducation des enfants en situation de vulnérabilité, ainsi que de soutenir les organes locaux déconcentrés du Ministère de l'Éducation en ce qui concerne le développement de leurs capacités de gestion. De même, ce projet aidera l'Universidad del Estado de Haïti et la Universidad Pública del Sureste de Jacmel en vue du lancement d'un projet pilote afin d'observer comment les mineurs sans ressources apprennent à lire, comment les instituteurs se forment, le type de matériels et de technologies dont ils disposent, et le rôle joué par les familles et les communautés dans le processus d'apprentissage.

Selon les prévisions, à la fin de l'année 2020, plus de 500 000 personnes devraient avoir bénéficié de cette initiative, principalement les enfants et le personnel enseignant du réseau d'écoles des trois Escuelas Fundamental-Centro de Apoyo Pedagógico del Departamento del Sudeste (EFACAP).





# HAÏTI

<b>Titre du Projet</b>	Amélioration des Services d'Eau et d'Assainissement dans le Quartier de Martissant. Port-au-Prince (Haïti) (URBAYITI)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I4030 – Approvisionnement de base en eau potable et assainissement / 6 - Eau propre et assainissement		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	3 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	3 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	500 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Dirección Nacional de Agua Potable y Saneamiento, Expertise France, URBAYITI, BID et Fundación FOKAL		

Le district marginal de Martissant, à Port-au-Prince, est une zone hétérogène victime d'un degré élevé de violence et d'exclusion sociale. Il affiche également d'importants défauts au niveau du fonctionnement de ses infrastructures, le pourcentage de maisons sans électricité ni eau courante s'élève à 70,8%. Pour essayer de pallier cette situation, l'UE a mis en route le programme URBAYITI à Port-au-Prince, avec l'objectif de promouvoir le développement économique et social de Haïti ainsi que la capacité de récupération des populations urbaines.

Intégrée au Programme URBAYITI de l'UE, cette initiative exécutée par l'AECID dans le quartier de Martissant avec un horizon temporel de trois ans, a engagé une série de travaux pour la réhabilitation et l'extension aussi bien des réseaux d'eau secondaires que des réseaux individuels, publics et d'assainissements collectifs. De plus, elle réhabilitera l'usine de traitement des excréments de Titanyen, apportera son soutien aux entités étatiques d'ingénierie sociale et de systèmes et mettra en œuvre un système de gestion et de maintenance du réseau d'égouts.

Grâce à tout cela, selon les prévisions établies, entre 2018 et 2021, environ 6 000 personnes pourront accéder à l'eau potable et 2 000 aux services d'assainissement au sein de dix bâtiments collectifs, entre autres des écoles, des centres de santé, des marchés, des associations communautaires et des bâtiments administratifs.



# HONDURAS

<b>Titre du Projet</b>	Projet de Lutte contre l'Impunité et de Soutien à la Transparence (PIT)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15130 – Développement légal et judiciaire / 16 – Paix, justice et institutions efficaces		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	27 500 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	8 388 840 euros Euros	<b>Apport AECID</b>	500 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Ministerio Público, Secretaría de Seguridad, Tribunal Superior de Cuentas, Universidad Nacional Autónoma, Instituto de Acceso a la Información Pública, Escuela Judicial et Corte Suprema de Justicia		

La république du Honduras affiche l'un des indices de corruption et de violence les plus élevés au monde, raison pour laquelle l'UE a jugé prioritaire d'accompagner le processus de réforme de son système judiciaire. En se fondant sur l'expérience de l'AECID dans le secteur Gouvernabilité Démocratique et État de Droit au Honduras, l'UE a décidé de déléguer à l'AECID l'exécution de ce projet avec l'objectif d'appuyer le développement de ses capacités institutionnelles, combattre l'impunité et garantir l'accès de la population à un service plus efficace, plus transparent et plus participatif.

Pour y parvenir, le projet PIT se charge de promouvoir parmi les fonctionnaires de la justice une approche d'aide au citoyen en tant que sujet de droits, et favorise des initiatives garantissant l'accès à la justice aux groupes les plus vulnérables. De plus, ce projet dotera d'équipement l'unité de médecine légale, créera des comités de contrôle interne, favorisera la création de l'Observatoire Universitaire de la Justice Pénale, et appuiera aussi bien la réorganisation des directions départementales de la police d'enquête de Tegucigalpa, Choloma et Ceiba que la construction de trois Centres Intégrés de Justice à Comayagua, Choluteca et Copán.

Depuis que le projet a démarré en 2014, près de 500 000 citoyens ont bénéficié d'un accès plus direct au Ministère public, au Secrétariat de Sécurité et à la Cour Suprême de Justice. À l'heure actuelle, trois centres intégrés de justice sont en cours de construction dans trois départements du pays (Comayagua, Choluteca et Copán) pour que les habitants de la zone et ses environs puissent avoir un accès plus facile aux opérateurs du ministère public, du Secrétariat de Sécurité et de la Cour Suprême de Justice.



# HONDURAS

<b>Titre du Projet</b>	Promotion de l'Emploi des Jeunes et de la Prévention de la Migration		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	16020, 15162, 11330, 32130, 32182 / 8 – Travail décent et croissance économique et 9 – Industrie, innovation et infrastructure		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	11 600 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	2 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	200 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Municipalidad de Comayagua, Universidad Nacional Autónoma de Honduras		

L'un des principaux obstacles auxquels doivent faire face les Honduriens est le défaut d'opportunités économiques, ce qui, non seulement les empêche de penser à un avenir prospère dans leur pays, mais de surcroît les pousse aussi à migrer de manière irrégulière. L'UE, sur la base de la trajectoire et l'expérience de l'AECID dans le domaine de la formation des jeunes et le développement local, a confié à cette dernière la mission de promouvoir une politique d'emploi plus sensible et attentive à cette problématique.

L'École-Atelier de Comayagua où s'effectue le travail depuis 2015 a été le point de départ choisi. Plus de cinq cents étudiants s'y sont diplômés dans des disciplines telles que la Formation d'Entreprise, la Pâtisserie, le Stylisme, la Mécanique de Motocyclettes ou la Réparation de Téléphones Portables, ce qui leur a permis aussi bien d'entreprendre que d'obtenir un travail grâce à des alliances publiques-privées mises en place progressivement au cours du processus. De plus, et à titre complémentaire, il a été mis en place un Centre d'Innovation Technologique à Comayagua, il a été mis en route un système d'attention aux migrants retournés et il a été créé un Observatoire de Migration –situé à l'Universidad Nacional Autónoma de Honduras– qui contribue à l'analyse permanente de ce phénomène.

On espère, à la fin du projet en 2020, que cette initiative aura augmenté l'employabilité de plus de 800 personnes dans cinq communes de Comayagua, et qu'elle aura permis dans le même temps de reformuler correctement leurs politiques publiques.



# HONDURAS

<b>Titre du Projet</b>	Projet de Soutien à la Mise en œuvre d'une École de la Haute Fonction Publique (Escuela de Alta Gerencia Pública, EAGP) au Honduras (MADIGEP)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15110 - Politique d'administration et de gestion du secteur / 16 - Paix, justice et institutions efficaces		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	10 000 00 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	2 500 000 euros Euros	<b>Apport AECID</b>	300 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Escuela de Alta Gerencia Pública (Honduras)		

Au cours des dernières années, le Honduras soutient des initiatives de renforcement institutionnel qui, à leur tour, nécessitent des agents de l'État professionnalisés, nécessité que l'UE a voulu pallier par la mise en œuvre de son programme «Mesures d'Appui au Développement Institutionnel et à la Gestion Publique» (MADIGEP).

Dans le cadre de cette initiative, et étant donné la large expérience dont jouit l'AECID dans le domaine de la formation et de la professionnalisation du secteur public, il lui a été confié la mission de mettre en route une école de la haute fonction publique (EAGP) centrée sur la formation de cadres de la fonction publique, permettant de passer d'une culture institutionnelle à l'évaluation par résultats et au service au citoyen. Ainsi, après la définition de sa structure et la construction de son siège, elle se dotera des ressources matérielles et technologiques nécessaires, concevra son plan de formation et son offre académique, élaborera les mécanismes facilitant la gestion de connaissances et adaptera sa durabilité aux normes internationales.

Par ces actions et d'autres encore, on espère progresser vers un État moderne, avec une fonction publique –en particulier les fonctionnaires de haute administration, environ 2 000 personnes environ– renforcée en tant qu'instrument pour améliorer la capacité à pourvoir des biens et des services ayant un impact positif sur la qualité de vie des habitants.



# JORDANIE

<b>Titre du Projet</b>	Soutien à la Société Civile pour une Gouvernance Démocratique - QARARUNA		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15150 – Renforcement de la société civile / 16 – Paix, justice et institutions efficaces		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	15 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	2 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	2 000 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, European Centre for Electoral Support (ECES) et Centre d'Études Stratégiques (CSS) de l'Université de Jordanie		

Le programme de l'UE d'appui à la gouvernance démocratique en Jordanie assure la continuité du soutien européen à la modernisation démocratique en Jordanie, en particulier en ce qui concerne les processus électoraux et le fonctionnement du système parlementaire. L'UE a confié à l'AECID la mise en œuvre de ses fonds (2017-2021) pour la consolidation du rôle actif de la société civile.

L'objectif fondamental du projet est d'améliorer la gouvernabilité de la Jordanie, en renforçant le rôle des organisations de la société civile, en consolidant sa Commission Électorale Indépendante, en fortifiant un système multipartite et en formant aussi bien son Ministère des Affaires Politiques et Parlementaires que les organisations civiles en matière d'éducation civique, d'information et d'observation électorale, en impliquant les femmes, les jeunes et les collectifs vulnérables dans la vie politique ou la promotion des droits de l'homme. Pour ce faire, ce projet compte sur le soutien de l'ECES et du CSS de l'Université de Jordanie, chargé de concevoir un plan de formation conforme aux besoins identifiés et de le dispenser dans tout le pays.

La première subvention du projet a été destinée à garantir le nettoyage électoral lors des élections de 2017, pendant lesquelles 2 200 observateurs nationaux ont été déployés; la seconde, déjà en route, cherche à promouvoir les femmes dans la vie politique et inclut la mise en place d'un Observatoire National avec lequel on espère renforcer le rôle de la société civile dans la gouvernabilité du pays.



# JORDANIE

<b>Titre du Projet</b>	Résilience des Réfugiés Syriens, des Déplacés Internes et des Communautés d'Accueil en Réponse aux Crises en Syrie et en Irak - QUDRA
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15112, 15150 / 8 - Travail décent et croissance économique et 10 – Réduction des inégalités
<b>Provenance des Fonds</b>	Ministère Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ)
<b>Total Fonds UE</b>	70 600 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	2 123 734 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, GIZ, Expertise France et Hungarian Interchurch Aid

Depuis 2016, l'AECID participe en tant qu'associé de GIZ au soutien des administrations locales de Jordanie moyennant le projet QUDRA. Son objectif est d'améliorer la gouvernabilité et les services des communes de Mafraq, Sarhan et Ramtha, afin de renforcer la résilience de ces communautés et leur capacité de gestion au moment de répondre aux besoins des réfugiés syriens qu'elles accueillent.

Pour mener à bien cette intervention, on compte sur la collaboration de la Fondation Internationale et Ibéro-Américaine d'Administration et de Politiques Publiques qui, avec le soutien de l'Institut des Études Fiscales et de l'Institut National de l'Administration a mobilisé des experts espagnols en gestion de finances et a fourni des spécialistes en énergie, permettant ainsi d'élaborer un Plan d'Efficiéce Énergétique dans chaque commune. L'AECID appuie dans les trois communes des activités de formation des fonctionnaires municipaux à travers l'assistance technique et le financement, mais surtout travaille avec la population locale et réfugiée, en vue de faciliter leur cohabitation et de renforcer leur interlocution avec les autorités locales. En ce sens, elle organise des ateliers destinés à renforcer la coordination entre toutes les entités impliquées dans l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de décentralisation jordanienne.

Grâce à cette initiative, on espère qu'en 2019 les trois communes choisies auront augmenté leur capacité d'autogestion et que cela générera, à son tour, de nouveaux services améliorant les conditions de vie de leurs habitants.



# JORDANIE

<b>Titre du Projet</b>	Accès à la Justice et Autonomisation Juridique en Jordanie: vers un Système d'Assistance Juridique Gratuite Efficace et Durable		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15130 – Développement légal et judiciaire / 16 – Paix, justice et institutions efficaces		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	50 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	2 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	990 871 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Ministère de la Justice de Jordanie, Barreau de Jordanie		

À l'heure actuelle, il n'existe aucun cadre juridique complet à l'échelle nationale pour réglementer la prestation d'assistance juridique gratuite en Jordanie et garantir un meilleur accès à la justice conformément aux normes internationales; dès lors, l'accès aux services d'assistance d'un avocat en Jordanie est extrêmement difficile pour ceux qui ne peuvent pas se permettre d'engager les services d'un avocat.

Le projet s'inscrit dans le cadre du soutien de l'UE au gouvernement de Jordanie pour consolider l'État de droit, son efficacité, sa transparence, sa reddition de comptes et son accessibilité, compte tenu que l'assistance juridique gratuite constitue un facteur crucial pour l'amélioration de l'accès à la justice. C'est pourquoi, l'initiative sera centrée sur deux objectifs principaux: l'étendue de l'assistance juridique gratuite à des groupes vulnérables et le renforcement de la prise de conscience des citoyens sur les droits qui les assistent, pour remédier au modèle actuel fondé sur le travail des organisations de la société civile qui travaillent dans un cadre fragmenté d'assistance juridique.

L'AECID, associé aux entités participantes, réalisera des activités pour promouvoir un processus de dialogue entre acteurs, améliorer l'administration du Fonds pour l'Assistance Juridique Gratuite, adopter une stratégie de communication, et implanter une stratégie de formation destinée aux avocats, juges, travailleurs sociaux, etc.



# MALI

<b>Titre du Projet</b>	Projet de Soutien du Secteur de la Noix de Cajou au Mali (PAFAM)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I2240, 31120, 31161, 31166, 31181, 31194, 32161 / 2 – Faim «zéro» et 8 – Travail décent et croissance économique		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-Fonds Fiduciaire pour les Migrations en Afrique (EUTF)		
<b>Total Fonds UE</b>	13 500 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	13 500 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	500 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Ministère de l'Agriculture du Mali et Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique du Mali		

Depuis plusieurs années, le Sahel, et en particulier le Mali, doivent faire face à des problèmes structurels comme la pauvreté extrême, la croissance rapide de la population, les conflits internes et régionaux, la faiblesse institutionnelle, sociale et économique, le manque d'emploi, et les crises alimentaires récurrentes, des problématiques qui poussent la population à l'exode rural et à la migration.

Inscrit dans le Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable 2016-2018 (CREDD) du Mali, la Politique de Développement Agricole (PDA, 2013) et le Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA, 2014-2019), le projet PAFAM (2016-2020) cherche à renforcer d'un point de vue technique et économique la population rurale des régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso par la mise en œuvre de coopératives consacrées au secteur de la noix de cajou. L'objectif est de freiner la migration irrégulière, améliorer les opportunités économiques, les conditions de vie et la sécurité alimentaire des jeunes, des femmes et des migrants retournés, ainsi que renforcer les capacités du Ministère de l'Agriculture.

Selon les calculs, le PAFAM a permis à 13 400 personnes de trouver un moyen de subsistance dans le domaine de la production, du traitement et de la commercialisation de ce produit, permettant parallèlement au Mali d'être reconnu internationalement comme producteur de noix et de noix de cajou sous le sceau de qualité «Label Mali».





# MALI

<b>Titre du Projet</b>	Projet d'Information et de Sensibilisation aux Risques et aux Dangers de la Migration Irrégulière et de Promotion de la Libre Circulation dans l'Espace CEDEAO
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I3010, I5110 / I6 – Paix, justice et institutions efficaces
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-Fonds Fiduciaire pour les Migrations en Afrique (EUTF)
<b>Total Fonds UE</b>	15 000 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	3 200 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Ministère des Maliens à l'Étranger et de l'Intégration Africaine (MMEIA)

Pendant leur périple, les migrants vivent dans une situation de grande vulnérabilité. Pour contribuer au renforcement de la gestion et de la gouvernance de ce phénomène, l'UE, tirant parti de l'expérience de l'AECID dans le domaine de la migration, a confié à l'AECID l'exécution de ce projet dont l'objectif est d'informer et de sensibiliser, aussi bien les communautés présentant un risque migratoire élevé que les migrants sur les routes de migration, sur les risques de la migration irrégulière, les principes de la libre circulation au sein du CEDEAO et les opportunités qui existent pour le faire de façon légale.

Cette initiative –intégrée et alignée sur les plans d'exécution de la Politique Nationale de Migration et engagée en matière de renforcement des capacités du Ministère des Maliens à l'Étranger et de l'Intégration Africaine–, encourage le dialogue politique et aide les autorités du Mali dans la conception et la mise à jour de ses programmes de développement. À cet égard, une stratégie médiatique de qualité est actuellement en cours d'élaboration, qui englobe des supports tels que la radio, la télévision ou le théâtre, afin d'accompagner et de cautionner les actions menées sur le terrain, incluant la prise de conscience des organisations de la société civile.

On espère qu'à la fin de cette initiative en 2021, environ 70 000 migrants qui, actuellement sont répartis à travers 200 communautés, connaîtront les alternatives à la migration offerte par leur sous-région et qu'ils opteront pour ces solutions.



# MAROC

<b>Titre du Projet</b>	KAFAAT LILJAMIA: vers un Système de Formation Professionnelle de Qualité, Inclusif et Centré sur le Marché du Travail
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I1330 – Recherche agricole / 4 – Éducation de qualité
<b>Provenance des Fonds</b>	UE
<b>Total Fonds UE</b>	2 400 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	963 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, British Council et le Département de la Formation Professionnelle (DFP) Marocain

La région Tanger-Tétouan-Alhucemas, au nord du Maroc, est une des zones du pays les plus affectées par la migration rurale. Le taux élevé de chômage, l'analphabétisme et la carence d'infrastructures encouragent la mobilisation démographique vers les grands centres urbains. Cette migration interne a augmenté en raison de celle qui arrive de l'Afrique Subsaharienne, ce qui a accentué la précarité et la difficulté de l'intégration.

Le projet KAFAAT LILJAMIA –qui s'inscrit dans le Programme de l'UE d'Appui à la Formation Professionnelle: Développement du Capital Humain au Maroc– a pour objectif d'améliorer les compétences personnelles et professionnelles de ces migrants. Cette initiative s'exécute à travers un accord de co-délégation entre l'AECID et le British Council lancé en 2017 et financé sur les fonds de l'UE. Ce projet vise à mettre en œuvre un système régional de planification, d'offre et d'évaluation de la formation professionnelle en accord avec les besoins du marché du travail, ainsi qu'à répondre aux besoins du pays par une gouvernance plus efficace et une coordination renforcée entre tous les agents publics et privés.

On espère, à son achèvement en 2020, que l'accès à un emploi décent des collectifs les plus vulnérables aura sensiblement été amélioré et que cette expérience permettra d'adapter les acquis à d'autres régions. Concrètement, 355 bénéficiaires (dont 90% de femmes) de la région orientale auront eu accès à une formation professionnelle de qualité en matière de gestion de coopératives, d'entreprise et d'économie numérique, et au moins 40% auront obtenu un diplôme de formation reconnu par l'État. De plus, au moins 645 autres bénéficiaires (dont 40% de femmes) réaliseront une formation professionnelle dans le secteur automobile, touristique-hôtelier et le secteur des énergies renouvelables, qui leur permettra d'accéder au marché du travail pour sortir de la situation de vulnérabilité dans laquelle ils se trouvent.



# MAROC

<b>Titre du Projet</b>	Appui à l'Intégration des Migrants dans les Services d'Assistance Sociale et d'Alphabétisation du Royaume du Maroc
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15110 - Politique d'administration et de gestion du secteur / 16 - Paix, justice et institutions efficaces
<b>Provenance des Fonds</b>	UE
<b>Total Fonds UE</b>	35 000 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	1 500 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Entraide Nationale, Agence Nationale de Lutte contre l'Analphabétisme (ANLCA), CIDEAL-Maroc et Ministère chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration

Le Maroc travaille au développement de ses politiques migratoires par le biais de deux stratégies: la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile, qui cherche à assurer l'intégration de la population migrante sur son territoire, et la Stratégie Nationale au profit des Marocains Résidant à l'Étranger, qui cherche à promouvoir le rôle de sa diaspora dans le développement du pays et à assurer ses droits à l'étranger. L'UE, dans le cadre de son appui à l'exécution des deux stratégies, a confié à l'AECID la mise en route de ce projet, compte tenu de l'expérience préalable de l'AECID en matière de protection sociale, d'éducation non formelle, et de son interlocution privilégiée avec les institutions compétentes.

Pendant trois ans, afin de faciliter l'intégration de la population migrante, l'AECID travaillera avec l'Entraide Nationale –en renforçant ses capacités par le biais de la formation et de l'équipement–, avec l'ANLCA –en concevant des instruments spécifiques adaptés au programme d'alphabétisation des migrants– et avec l'ONG locale CIDEAL-Maroc. Ce programme cherche à alphabétiser la population migrante et à former les Marocains résidant à l'étranger au moyen de la conception d'une plateforme d'e-learning, mais aussi à activer un dispositif de suivi du retour volontaire, et à renforcer les capacités des associations publiques et privées qui travaillent avec ces communautés, à l'aide de compétences en matière d'assistance sociale.

Selon les prévisions, cette initiative, qui s'étendra jusqu'en 2021 grâce au financement de l'UE et de l'AECID aidera à régulariser la situation et à améliorer les conditions de vie de près de 96 000 personnes.



# MAROC

<b>Titre du Projet</b>	Cohabiter sans Discrimination: une Approche Fondée sur les Droits de l'Homme et la Perspective de Genre
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15160 – Droits de l'homme / 10 - Réduction des inégalités
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-Fonds Fiduciaire pour les Migrations en Afrique (EUTF)
<b>Total Fonds UE</b>	5 500 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	4 106 171 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, FIIAPP, Ministère Délégué chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration, Conseil National des Droits de l'Homme du Maroc et Observatoire Espagnol du Racisme et de la Xénophobie

Financé dans le cadre de l'EUTF, ce projet constitue un pari conjoint de diverses institutions espagnoles, marocaines et européennes pour créer un espace d'échange, de réflexion, d'apprentissage mutuel autour de la prévention du racisme et de la xénophobie que subit la population migrante.

Afin de promouvoir la coexistence des différents types de communautés vivant au Maroc, l'initiative vise à redessiner les politiques publiques de ce pays depuis une approche multi-agent et multisectorielle, à mettre en place des mécanismes indépendants de collecte de réclamations, à renforcer les compétences en matière d'assistance sociale, de santé, d'éducation, de justice ou de forces de l'ordre à travers des plans de formation ou des projets pilotes, et à améliorer le traitement de la question dans les moyens de communication par la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation.

Le projet qui sera exécuté par l'AECID entre 2017 et 2021 en co-délégation avec la FIIAPP compte sur le soutien technique et l'orientation de l'Observatoire Espagnol du Racisme et de la Xénophobie, qui assurera le transfert de la politique publique espagnole et facilitera son intégration aux réseaux européens spécialisés dans la matière. Les principaux bénéficiaires seront le personnel des administrations publiques prestataires de services, les associations marocaines et de migrants qui travaillent en matière de promotion des droits des personnes migrantes, les professionnels des médias, les agents culturels impliqués dans la sensibilisation et la mobilisation citoyenne, la communauté universitaire et, de façon générale, les communautés migrantes et l'opinion publique. Concrètement, sept institutions (nationales et locales) et agents non étatiques recevront l'appui direct à travers le développement de capacités de gestion de la migration.



# MAURITANIE

<b>Titre du Projet</b>	Renforcement Institutionnel en Mauritanie pour la Résilience Agricole et Pastorale (RIMRAP)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	31110, 31120, 31163, 31164 / 2 – Faim «zéro»		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	27 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	4 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	1 000 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Directions de Planification, de Coopération Internationale et de Statistique Agriculture et Élevage.		

La Coopération Espagnole est présente en Mauritanie depuis 1995. Ce projet, financé par l'UE et mis en œuvre par l'AECID et la GIZ, s'inscrit dans un contexte plus large qui couvre l'amélioration des services sociaux de base, le développement rural et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'initiative a pour objectif principal de renforcer les populations les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que de promouvoir au sein de celles-ci la gouvernance en équité et une gestion durable des ressources face au changement climatique. Pour ce faire, une collaboration est mise en place avec les gouverneurs et les élus locaux, les corporations de producteurs et les organisations de la société civile des quatre *wilayas* ou colonies où cette initiative agit: Hodh el Chargui, Hodh el Gharbi, Assaba et Guidimakha.

Au moyen de cette intervention, qui se prolongera jusqu'en 2020, on espère améliorer les conditions de vie de 24,7% de la population, à savoir, du secteur formé par les agriculteurs et les éleveurs mauritaniens qui, grâce au renforcement des mécanismes de planification des ministères, pourront établir des méthodologies de travail communes et valider leurs capacités par des comités de suivi.



# MAURITANIE

<b>Titre du Projet</b>	Promotion de l'Emploi et Amélioration des Conditions de Vie des Pêcheurs Artisansaux Côtiers, des Jeunes et des Femmes dans les Environs des Espaces Naturels Protégés de la Zone Nord de la Mauritanie (PROMOPECHE)
<b>Secteur CAD / ODD</b>	11130, 11330, 31320, 9981004 / 4 – Éducation de qualité, 5 – Égalité de genre et 14 – Vie sous-marine
<b>Provenance des Fonds</b>	UE
<b>Total Fonds UE</b>	10 000 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	10 000 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, MPEM, ENNAJAH, FNPA, FNP, IMROP, ISSM, CFQMP, DREN-NDB

La pêche est le moyen de subsistance fondamental de la population côtière de Mauritanie. La structure économique du secteur dans sa capitale commerciale, Nouadhibou, favorise une concentration des bénéfices de l'activité au profit d'une minorité d'entrepreneurs et exportateurs, ce qui pousse souvent les petits pêcheurs à migrer à la recherche d'un meilleur avenir. Conscients de cette réalité, l'UE et l'AECID ont voulu soutenir le gouvernement local dans son effort de soutien du secteur de la pêche artisanale, par sa diversification, en favorisant également le développement d'autres activités économiques qui encouragent l'obtention de recettes supplémentaires grâce au projet PROMOPECHE (2018-2022).

L'action cherche à augmenter la qualité des produits de pêche par la promotion de la pêche artisanale durable, la formation professionnelle pour les jeunes pêcheurs, et la sensibilisation à une pêche plus responsable envers l'environnement marin. De même, l'UE et l'AECID essaieront de résoudre les déficiences de stockage et de transport de la pêche, qui affectent négativement sa qualité et qui impliquent des pertes significatives pour les pêcheurs et les grossistes, et mettront l'accent sur l'amélioration de la situation des femmes et des transformatrices, qui, bien que représentant un collectif essentiel pour garantir la distribution, souffrent de déficits en matière de culture, de marketing et de finances, rendant encore plus difficile leur accès à la matière première sur un marché très compétitif.

On estime qu'environ 13 500 pêcheurs artisanaux de Nouadhibou bénéficieront directement de cette intervention, qui favorisera également 1 800 détaillants et 800 transformatrices, ce qui optimisera la capacité de gestion de ce secteur comme source d'emploi, contribuant ainsi à maintenir la population sur place.



# NICARAGUA

<b>Titre du Projet</b>	Programme de Soutien de la Chaîne de Valeur de l'Élevage au Nicaragua– (BOVINOS)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	31163, 31195 / 2 – Faim «zéro»		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	20 000 000 Euros		
<b>Montant Délégé</b>	20 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	500 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Instituto Nicaragüense de Tecnología Agropecuaria, Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria et Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa		

L'économie nicaraguayenne repose sur les secteurs agricoles, agroindustriels et le petit négoce. Le premier d'entre eux continue à contribuer faiblement à l'économie du pays par rapport aux ressources naturelles et la main d'œuvre employée. Cette situation s'explique, en partie, par le modèle extensif de production agricole, notamment dans le secteur bovin. Dès lors, appuyer cette activité dans des zones rurales implique un impact direct sur l'économie nationale et la réduction de la pauvreté.

Engagé en 2016 grâce au financement de l'UE et de l'AECID, le programme a pour objectif de réduire la pauvreté rurale en soutenant la chaîne de valeur bovine de producteurs agricoles et agro-industriels avec des unités de production comprises entre 0,5 et 70 hectares. Le programme cherche à augmenter la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à renforcer le bien-être des petits et moyens éleveurs et à améliorer les services d'innovation technologique, de santé agricole, de traçabilité bovine, de financement et d'assistance technique.

On prévoit qu'avant la fin du projet en 2019, environ 9 000 éleveurs amélioreront la valeur ajoutée de leurs produits et renforceront leur commercialisation à l'intérieur et à l'extérieur du pays, notamment dans onze communes des départements de Chontales (Santo Domingo, La Libertad, Santo Tomas, El Coral, Acoyapa et Villa Sandino), Río San Juan (El Almendro) et la Región Autónoma del Caribe Sur (El Ayote, Muelle de los Bueyes, Nueva Guinea et El Rama).



# NICARAGUA

<b>Titre du Projet</b>	Phase I du Programme Intégral Sectoriel en matière d'Eau et d'Assainissement Humain (PISASH). Amélioration et Extension des Systèmes d'Eau Potable et d'Assainissement dans 19 Villes du Nicaragua		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	14020 – Approvisionnement en eau et assainissement/ II – Villes et communautés durables.		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-LAIF, AECID, BCIE, BEI, BID et GIZ		
<b>Total Fonds UE</b>	50 750 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	50 750 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	74 600 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Empresa Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados Sanitarios (ENACAL)		

Le PISASH est une stratégie conçue en 2012 par le gouvernement du Nicaragua en réponse au déséquilibre entre le processus d'urbanisation et la croissance de la population et le rythme d'investissements dans le secteur. Plusieurs organismes financiers et de coopération internationale –BCIE, BEI et BID–, outre l'UE, l'AECID et la GIZ ont décidé de soutenir cette initiative en finançant une première étape qui vise à répondre aux demandes de dix-neuf villes du pays. Cette variété de bailleurs de fonds impliqués a mis en place un mécanisme de travail commun grâce à la signature d'un Mémoire d'Entente qui régit les procédures communes et les mécanismes conjoints d'exécution, de suivi, d'évaluation et d'audit. La contribution de l'AECID s'est effectuée à travers la *Latin American Investment Facility (LAIF)* – instrument de Blending.

Au cours de la phase I du PISASH (2014-2021), l'objectif est d'améliorer et d'élargir les services d'eau potable, d'égouts sanitaires, et de traitement des eaux résiduelles en zones urbaines et rurales, réhabiliter les systèmes les plus obsolètes et ouvrir un nouveau scénario où la population puisse jouir pleinement de ce droit fondamental à ces services. Au cours de cette phase, l'objectif est également de mettre à jour les cadastres, d'améliorer la gestion du recouvrement et l'attention à l'utilisateur, et de construire six centres d'attention immédiate à León, Estelí, Juigalpa, Granada, Bluefields et Bilwi qui disposeront d'un laboratoire d'eaux et d'un atelier d'électromécanique et de mesureurs.

Au moyen de cette première intervention, on espère améliorer le service d'eau potable pour environ 550 000 personnes, et en particulier pour 190 000 d'entre elles qui accéderont à l'eau potable pour la première fois. Par ailleurs, l'accès au réseau d'assainissement sera adapté pour 222 750 personnes, et la couverture sera étendue à 180 000 usagers nouveaux. Le financement d'une hypothétique Phase II dans dix-sept villes supplémentaires favoriserait indirectement à 470 000 autres habitants, ce qui élèverait le total de bénéficiaires à plus de 1 000 000 personnes.





# NICARAGUA

<b>Titre du Projet</b>	Projet NIC/021, Amélioration et Élargissement des Systèmes d'Eau Potable et d'Assainissement de Mozonte et Susucayán
<b>Secteur CAD / ODD</b>	14021 – Approvisionnement en eau / II – Villes et communautés durables
<b>Provenance des Fonds</b>	Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (LUXDEV)
<b>Total Fondos LuxDev</b>	8 000 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	575 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Empresa Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados Sanitarios (ENACAL)

Au Nicaragua, les problèmes liés à l'approvisionnement en eau potable, à l'écoulement des eaux et au traitement des eaux résiduelles domiciliaires constituent un frein à l'amélioration de la qualité de vie de la population et, en conséquence, au développement économique. Au cours des dix dernières années, l'Espagne a été l'un des principaux bailleurs de fonds dans le domaine de l'eau et de l'assainissement au Nicaragua, et a géré, outre ses fonds propres, des fonds de l'Union Européenne et de LUXDEV.

L'AECID exécute les fonds délégués du NIC/21 à travers ENACAL, en vue d'améliorer et de développer les systèmes d'eau potable dans les localités de Susucayán et Mozonte, où le déficit de services se traduisait en un approvisionnement intermittent, faible et de qualité inacceptable. À cet effet, une usine de potabilisation et un réservoir de stockage a été construit dans chaque localité, et plus de 1 000 connexions domiciliaires ont été améliorées et installées. Une infrastructure totalement nouvelle a également été mise en place qui étend la couverture jusqu'à pratiquement 100% de la population, assure un approvisionnement en eau pendant les 24 heures de la journée et respecte les normes internationales de potabilité.

Au moyen de cette intervention, exécutée entre 2012 et 2015, environ 5 500 habitants à faible revenus, basant leur économie sur l'élaboration de produits artisanaux et la production agricole, ont eu accès pour la première fois à l'eau potable. Cette intervention a renforcé le leadership sectoriel de l'AECID dans la mesure où l'Espagne a été l'un des principaux bailleurs de fonds en matière d'eau et d'assainissement au Nicaragua, au moyen d'investissements de plus de 150 millions de dollars par le biais de différents instruments.



# NICARAGUA

<b>Titre du Projet</b>	Programme d'Appui à l'Éducation Technique et à la Formation Professionnelle au Nicaragua – (TECNICA)
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I1330 – Formation professionnelle / 4 – Éducation de qualité
<b>Provenance des Fonds</b>	UE
<b>Total Fonds UE</b>	15 000 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	12 900 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Ministerio de Educación de Nicaragua, INATEC et INTECNA

La dynamique du marché du travail et la structure de l'emploi au Nicaragua au cours de la dernière décennie met l'accent sur la nécessité d'améliorer la formation de ses travailleurs afin d'augmenter la productivité du pays, renforcer son développement économique et réduire de manière significative les niveaux de pauvreté de ses habitants.

En ce sens, le programme TECNICA (2014-2018) a contribué au Plan National de Développement Humain du Nicaragua, par la création d'un nouveau modèle d'éducation technique et de formation professionnelle qui articule une offre de formation pertinente, de qualité et importante pour couvrir les qualifications demandées par le marché du travail. À travers ce programme, de nouvelles filières d'études pour les niveaux de Technicien Général et Technicien Spécialiste ont été mises en place, la formation en matière d'éducation spéciale a été améliorée, et le nouveau curriculum pour l'éducation des jeunes et des adultes a été adapté du point de vue technique et occupationnel dans des communes prioritaires, en les dotant d'infrastructures, équipements et inputs de meilleure qualité.

Grâce à cette intervention, que l'AECID a exécutée par le biais du Ministère de l'Éducation du Nicaragua et d'autres entités du pays, environ 3 000 Nicaraguayens âgés de plus 14 ans ont atteint les qualifications professionnelles nécessaires pour leur employabilité, ont participé à différents cours de formation professionnelle qui, à leur tour, ont donné lieu à l'embauche d'environ 1 700 enseignants.



# NICARAGUA

---

<b>Titre du Projet</b>	Appui aux Mesures de Prévention et de Contrôle des Drogues et du Crime Organisé au Nicaragua
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15110 - Politique d'administration et de gestion du secteur / 16 - Paix, justice et institutions efficaces
<b>Provenance des Fonds</b>	UE
<b>Total Fonds UE</b>	10 000 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	8 000 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Policía Nacional de Nicaragua, Ministerios de Educación, Juventud, Salud, Público, Corte Suprema de Justicia et Gobiernos Locales

Il y a plus de 25 ans que la Coopération Espagnole travaille au Nicaragua en matière de respect des droits de l'homme depuis une perspective transversale et en assurant la promotion de la démocratie comme l'une de ses orientations stratégiques. Face à la menace que le trafic de stupéfiants et le crime organisé représentent pour la liberté et la qualité de vie de la population, cette initiative a pour objectif de promouvoir la bonne gouvernance et la sécurité dans le pays, en soutenant les efforts du gouvernement pour prévenir et contrôler le crime organisé et les drogues.

Engagé en 2013, le projet a cherché à établir une stratégie de lutte contre ces deux problématiques, depuis une approche préventive, à travers l'éducation dans les écoles, en offrant également des alternatives de formation aux jeunes appartenant à des bandes ou susceptibles d'entrer en conflit avec la loi. De même, le projet a renforcé les capacités de la Police Nationale en la dotant de la formation et d'intrants techniques, et en informatisant ses archives, ce qui a amélioré significativement son effectivité.

Malgré sa suspension en 2018, en raison des conflits politiques vécus par le pays, le projet a bénéficié à environ 40 000 personnes au moyen de la création des Maisons des Jeunes dans les quartiers marginaux de Bluefields et Bilwi, a favorisé plusieurs centres d'accueil psychosocial pour drogués, et a renforcé le système de justice pénale, devenu désormais plus rapide dans la résolution des affaires et dans le prononcé des jugements.



# PÉROU

<b>Titre du Projet</b>	Appui au Bureau du Défenseur du Peuple - Programme “La Promotion de l'Équité et de l'Inclusion pour la Réalisation des Droits de l'Homme”		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I5160 – Droits de l'homme / 16 – Paix, justice et institutions efficaces		
<b>Provenance des Fonds</b>	Gouvernement du Royaume de Belgique		
<b>Montant Délégué</b>	2 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	2 120 377 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, bureau du Défenseur du Peuple du Pérou (DPP), Agence Belge de Développement (CTB) et Agence Canadienne de Développement International (ACDI)		

La Coopération Espagnole collabore avec le bureau du Défenseur du Peuple du Pérou depuis plus de quinze ans. En 2007, ce soutien a commencé à se matérialiser à travers des fonds communs, une modalité d'administration de bailleurs de fonds multiples par laquelle plusieurs bailleurs de fonds soutiennent directement les Plans Stratégiques Institutionnels de l'institution par des procédures et une gestion commune. L'AECID a contribué au Fonds Commun de 2007 à 2016. Parallèlement, par une opération de coopération déléguée, l'AECID a géré les ressources de Belgique en faveur du Fonds Commun entre 2012 et 2014, et moyennant cette opération, l'Espagne a été reconnue comme leader en matière de gouvernabilité et particulièrement en matière de droits de l'homme au Pérou, cette dernière expérience étant l'une des premières à avoir été réalisées par l'AECID par le recours à la délégation bilatérale entre États Membres de l'UE fondée sur un principe de confiance mutuelle.

Avec ce modèle d'intervention, on a cherché à élargir le travail de la DPP en matière d'attention et de suivi de cas, pratique ayant donné naissance aux changements et aux améliorations dans des domaines institutionnels aussi importants que la santé, l'éducation ou la justice. Ainsi, grâce à ce fonds commun, on a favorisé les processus de transparence et de décentralisation de l'État, on a prévenu des conflits sociaux et renforcé l'exercice des droits fondamentaux des citoyens vis-à-vis de l'administration de l'État, qui, à son tour, a été modernisée pour assurer une attention efficace et efficiente.

Au cours de ses dix dernières années de fonctionnement, la contribution de la Coopération internationale à ce système a représenté 18% du budget total de la DPP, et a affiché, par ailleurs, un degré d'impact et de performance élevé.



# PÉROU

<b>Titre du Projet</b>	Développement Économique Durable et Promotion des PME à l'Échelle sous-Nationale		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	16020, 32130, 32182, 15112 / 8 – Travail décent et croissance économique et 9 – Industrie, innovation et infrastructure		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	10 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	4 800 0000 Euros	<b>Apport AECID</b>	500 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, GIZ et Presidencia de Consejo de Ministros		

Les PME représentent un pourcentage élevé du tissu d'entreprises au Pérou et constituent un des secteurs économiques les plus significatifs, contribuant de manière notoire au PIB du pays et générant une grande partie de la totalité des emplois existants. Cependant, leur gouvernance et leur réglementation n'ont pas été suffisamment développées. C'est pourquoi, l'UE, en cofinancement avec la GIZ et l'AECID, a décidé de favoriser leur croissance par ce projet qui cherche à améliorer les niveaux de compétitivité de certains secteurs économiques dans cinq régions pilote, en vue de stimuler la spécialisation productive, les expériences innovatrices et la création d'emploi avec une approche de genre.

Cette initiative comptera sur le conseil technique spécialisé de la GIZ et de l'AECID: la première créera des agendas de développement, mettra en marche un instrument de coordination et concevra une banque de projets dans chacune des régions sélectionnées, tandis que la seconde concevra et exécutera des initiatives aidant à renforcer les capacités des fournisseurs locaux en matière de développement commercial, par des projets pilote innovateurs, tirant profit de l'expérience préalable de l'AECID au Pérou en matière de mise en route de Centres d'Innovation Technologique.

Ces actions, à mettre en œuvre entre 2019 et 2021, veulent servir de référence pour augmenter l'efficacité et l'impact des programmes actuels financés par le Pérou. Dans ce but, il sera constitué un conseil assesseur composé des divers ministères liés à l'innovation, domaine prioritaire grâce auquel on espère améliorer la productivité et le développement économique du pays. Au-delà du renforcement des capacités institutionnelles du pays, le projet contribuera, d'une part, à l'objectif général du Titre IX de l'Accord Commercial Multipartite UE-Pérou sur le Commerce et le Développement Durable, dans lequel est mise en avant la contribution du commerce international à l'emploi productif et au travail décent pour tous, et, d'autre part, à encourager des niveaux élevés de protection au travail.



# PHILIPPINES

<b>Titre du Projet</b>	Gouvernance en Matière de Justice - Renforcement des Institutions des Droits de l'Homme (GOJUST)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15160 – Droits de l'homme / 16 – Paix, justice et institutions efficaces		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	18 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	5 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	2 000 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Comisión Nacional de Derechos Humanos et Comisión Regional de Derechos Humanos		

La Coopération Espagnole jouit d'une large trajectoire dans le domaine de la gouvernabilité aux Philippines, où elle appuie les Commissions des droits de l'homme depuis 2011. À leur côté, elle a renforcé les capacités d'autres institutions de l'État et organisations de la société civile, en les soutenant dans le domaine de la formation de leur personnel et en les dotant d'infrastructures et d'équipement informatique.

Le projet GOJUST (2016-2019), exécuté sur des fonds délégués de l'UE et un apport spécifique de l'AECID, assure la continuité de cette collaboration et cherche à promouvoir une application efficace de la grande charte en faveur des femmes, ainsi qu'à établir un mécanisme de prévention contre la torture et autres traitements cruels et dégradants par la création d'un Observatoire des Droits de l'Homme, qui met l'accent sur la violence de genre et les droits de l'enfance, les travailleurs migrants, les personnes indigènes et les droits environnementaux.

Avec ces mesures et d'autres encore –telles que l'inauguration du Centre Régional des Droits de l'Homme de La Unión ou la signature d'un mémorandum d'entente entre les Commissions et le bureau du Défenseur du Peuple– on espère renforcer l'architecture nationale de respect et de protection à l'égard des droits de l'homme aux Philippines, en particulier des collectifs les plus vulnérables comme la population en situation d'extrême pauvreté, les collectifs indigènes, les survivants de violence de genre, l'enfance et les minorités, dans un contexte dans lequel la population voit ses droits menacés et compte sur de rares mécanismes de protection.



# RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

<b>Titre du Projet</b>	Actions Complémentaires du Programme de Soutien Budgétaire du Secteur Éducation (PAPSE II)
<b>Secteur CAD / ODD</b>	11110 – Politique éducative et gestion administrative / 4 – Éducation de qualité
<b>Provenance des Fonds</b>	UE
<b>Total Fonds UE</b>	54 600 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	3 900 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Ministerio de Educación de República Dominicana (MINERD)

L'UE et l'AECID travaillent en République Dominicaine depuis de nombreuses années avec les entités gouvernementales, y compris les gouvernements locaux, la société civile et le secteur privé, pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie de sa population, la consolidation de la démocratie, la gouvernabilité et la défense des droits de l'homme. Tout au long de cette longue trajectoire de coopération, l'éducation a été un secteur prioritaire pour l'UE et l'AECID, qui, à travers l'appui budgétaire –un million d'euros dans le cas de l'AECID– ont permis au MINERD d'atteindre ses objectifs.

Le PAPSE II (2013-2016) est né avec l'intention de venir en complémentarité du soutien budgétaire déjà apporté pour soutenir le MINERD dans la conception, l'exécution et le suivi de ses politiques éducatives. Par le biais de ce projet, vingt projets relatifs à la formation et à la filière d'enseignant, à l'éducation des adultes, à la mise à jour curriculaire, à l'évaluation éducative, à l'attention à la première enfance ou à la modernisation de l'administration du système éducatif ont été exécutés, ce qui a permis de concevoir plusieurs programmes qui font déjà partie aujourd'hui du développement intégral des étudiants et qui ont élargi considérablement l'offre de formation professionnelle du pays dans le domaine de l'enseignement intermédiaire.

Grâce à cette initiative, le travail réalisé au cours des vingt-cinq dernières années par l'UE et l'AECID a été consolidé et renforcé de manière cohérente, pour améliorer la qualité de l'éducation dans le pays. Ces actions complémentaires ont favorisé, par ailleurs, l'espace de dialogue et de concertation entre le secteur privé, la société civile et le MINERD. Au cours de l'exécution du projet, l'Initiative Dominicaine pour une Éducation de Qualité (IDEC, en espagnol) a établi un système de suivi de la réussite des objectifs éducatifs nationaux, moyennant la publication d'un rapport semestriel d'enregistrement des progrès obtenus.



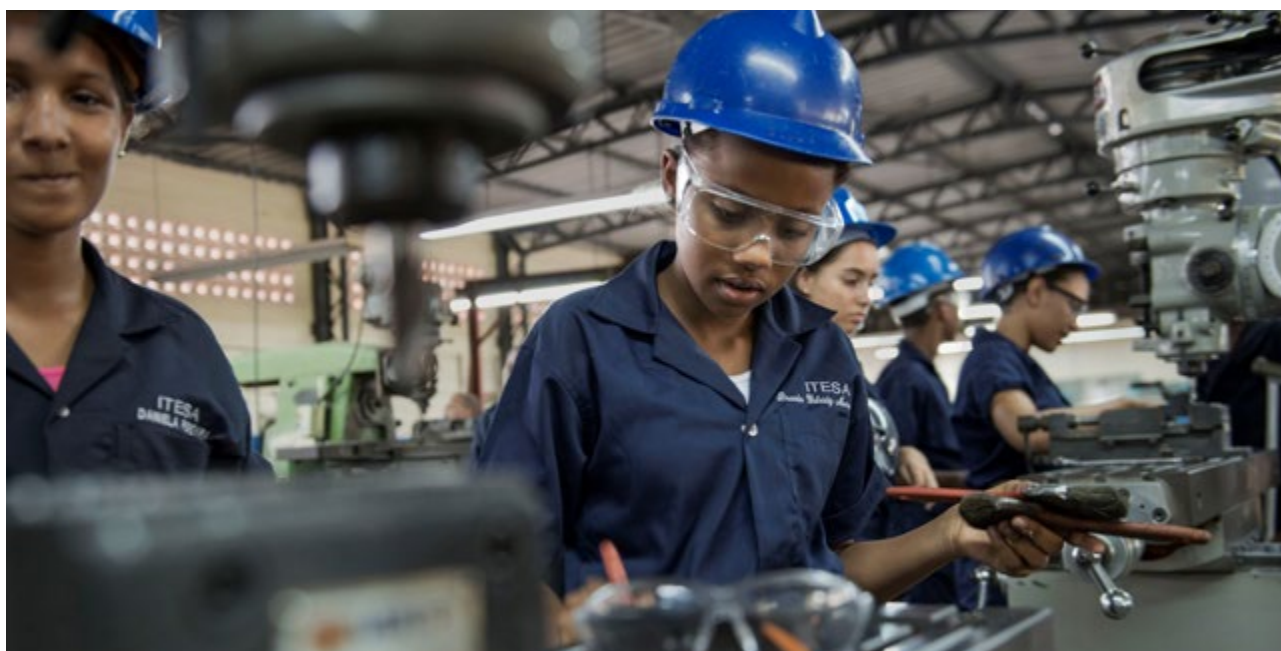
# RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

<b>Titre du Projet</b>	Projet de Renforcement du Système National d'Éducation et de Formation Technique Professionnelle		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	43081 – Développement agricole / 8 – Travail décent et croissance économique		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	16 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	4 560 0000 Euros	<b>Apport AECID</b>	200 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, MINERD, Ministerio de Educación Superior, Ciencias y Tecnologías (MESCyT) et Instituto Nacional de Formación Técnica Profesional (INFOTEP)		

Face à un système éducatif mal structuré qui ne garantissait pas la cohérence entre l'offre de formation et les demandes du marché du travail, le gouvernement de la République Dominicaine a créé, en 2016, le Cadre National de Qualifications (MNC, en espagnol) qui a pour objet de mettre fin à ce désajustement. L'AECID soutient ce processus de création, en association avec le MINERD, le MESCyT et l'INFOTEP, principalement. C'est pourquoi, dès que l'UE a envisagé de travailler dans ce domaine dans le pays, elle a compté sur l'AECID pour que celle-ci transfère son expérience et ses connaissances du secteur.

Exécuté en collaboration avec le MINERD, le MESCyT et l'INFOTEP, le projet cherche à contribuer à la réduction de la pauvreté par l'augmentation de l'employabilité. À cet effet, il aide le MNC à structurer tous les plans éducatifs et d'Éducation et de Formation Technique Professionnelle (EFTP) proposés dans le pays, en même temps qu'il cherche à créer des liens avec le monde de l'entreprise pour faciliter l'incorporation des étudiants sur le marché du travail.

Par cette initiative, on espère améliorer la qualité des niveaux secondaire et tertiaire de l'EFTP, en développant les éléments normatifs, structurels et fonctionnels, ce qui permettra aux employeurs, tant du secteur public que du secteur privé, de disposer de travailleurs possédant l'aptitude nécessaire et une meilleure compétence professionnelle. De plus, cette initiative cherche à renforcer l'approche de droits dans l'EFTP, en favorisant l'éducation inclusive –en insistant sur l'instauration de conditions pour l'accès à cette modalité éducative des personnes handicapées–, et en établissant des mesures pour garantir l'égalité de genre et la promotion de la culture des droits du travail, conformément aux traités internationaux souscrits par le pays auprès de l'Organisation Internationale du Travail.





# SÉNÉGAL

<b>Titre du Projet</b>	Amélioration de la Réponse des Communautés Vulnérables face aux Crises Nutritionnelles et Alimentaires et Accès aux Services Basiques		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I2240, 31120, 31150, 31161, 31163, 31194, 74010 / 2 – Faim «zéro» et 3 – Santé et bien-être		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-Fonds Fiduciaire pour les Migrations en Afrique (EUTF)		
<b>Total Fonds UE</b>	8 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	8 000 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	1 000 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) du Gouvernement Sénégalais, Services Déconcentrés de l'État et Collectivités Territoriales		

Le nord du Sénégal, et concrètement les départements de Matam, Podor, Ranérou et Kanél sont l'épicentre de la malnutrition infantile dans le pays. Le projet Yellitaare cherche à optimiser la réponse sociale aux crises alimentaires répétées par un meilleur accès à la terre, à l'eau, à une alimentation variée et aux services de base de santé, en essayant d'offrir une alternative à l'émigration illégale.

L'intervention finance dans son intégralité le Programme de Renforcement de la Nutrition du Partenaire Local, la CLM. La terre, principale source locale de revenus, est une des priorités incontestables de Yellitaare. Depuis 2016, 100 ha sont en cours d'aménagement pour être destinés aussi bien à la production horticole qu'à la culture de céréales à la saison sèche, et du riz à la saison des pluies. Un autre point fort de cette initiative est la composante d'infrastructures avec la construction de six unités de transformation, quatre à Matam et deux à Podor, destinées à la transformation du riz et à la fabrication de farine enrichie à partir d'ingrédients qui combattent la dénutrition. Par ailleurs, il a été prévu de construire quatre unités pastorales, pôles authentiques de développement local et points d'accès à l'eau potable pour l'élevage et la population.

On prévoit, avant la fin de ce projet en 2019, d'avoir amélioré les conditions de vie d'environ 300 000 personnes, dont 100 000 de façon directe. Jusqu'à présent, plus de 200 000 enfants, âgés de 6 mois à 5 ans, ont bénéficié d'un traitement contre la malnutrition et 4 000 personnes ont reçu des aides pour accéder à des mutuelles de santé. Par ailleurs, environ 2 500 femmes ont été alphabétisées et ont reçu une aide économique pour accéder à des centres de soin prénatal, et 736 familles ont reçu des animaux à des fins d'élevage et de reproduction.



# SÉNÉGAL

<b>Titre du Projet</b>	Programme d'Appui à la Réduction de la Migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de Fermes Agricoles Villageoises et Individuelles (Fermes Natanguées) dans des Régions à Haute Potentialité Migratoire (PACERSEN)
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I2240, I2261, 3I120, 3I150, 3I161, 3I163, 3I194, 3I195, 3I320, 74010 / 2 – «Faim zéro» et 3 – Santé et bien-être
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-Fonds Fiduciaire pour les Migrations en Afrique (EUTF)
<b>Total Fonds UE</b>	20 000 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	10 000 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole du Ministère de l'Agriculture de l'Équipement Rural, Services Déconcentrés de l'État et Collectivités Locales

Le projet PACERSEN est né pour améliorer les conditions de vie de la population rurale et lutter contre la pauvreté par la création d'emploi, l'aménagement de fermes agricoles, et l'accompagnement technique et de formation des agriculteurs. Il s'agit, en particulier, de contribuer à la création d'emplois et de richesse dans les régions les plus exposées à l'émigration, en renforçant la présence d'exploitations horticoles dans les zones les plus affectées par l'émigration situées au sud-est et au centre/bassin arachidier.

La mise en œuvre du programme s'effectue actuellement par l'implantation de trois modèles de ferme, financés à 50%, 100% et 50% respectivement: la Ferme Villageoise, communautaire, qui couvre 15 ha, dont 10 ha sont aménagés pour l'irrigation continue, le reste étant destiné à l'exploitation d'une dizaine de vaches laitières; la Ferme Familiale Naatangué, privée, comptant 1 ha divisé en une partie aménagée pour l'irrigation, et l'autre pour la production de fruits et légumes, d'élevage ou de pisciculture; et la Ferme Familiale regroupée Waar Wi, communautaire et exploitée de la même façon que la Naatangué, mais en groupes de dix uniquement pour optimiser les ressources.

Grâce à ce projet, il est prévu la réalisation de trente fermes modèle Villageoise, quatre-vingts fermes modèle Naatangué et quatre-vingt-dix fermes modèle Waar Wi, l'amélioration de l'accès des producteurs au marché par la réparation des chemins et la mise en place de nouveaux équipements de commercialisation, mesures qui bénéficieront, selon les prévisions, à environ 2 750 personnes et leurs familles.



# SÉNÉGAL

<b>Titre du Projet</b>	Renforcement de la Gestion et de la Gouvernabilité des Migrations, du Retour et de la Réintégration Durable au Sénégal et Accompagnement des Investissements de la Diaspora Sénégalaise
<b>Secteur CAD / ODD</b>	13010 - Politique en matière de population et de gestion administrative / 16 - Paix, justice et institutions efficaces
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-Fonds Fiduciaire pour les Migrations en Afrique (EUTF)
<b>Total Fonds UE</b>	27 900 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	9 500 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Direction Générale des Sénégalais de l'Étranger du Ministère des Affaires Étrangères Sénégalais, Agences Régionales de Développement et Ministère de l'Économie et des Finances Publiques - Direction de Développement du Capital Humain

Le Sénégal est une des démocraties les plus stables d'Afrique. Les efforts pour stimuler sa croissance économique et pour lui permettre de se doter de services sociaux basiques ont été déployés à travers le Plan Sénégal Émergent, initiative qui n'a pas réussi à réduire les taux de pauvreté et de chômage, surtout dans les zones rurales. C'est pourquoi, le pays souffre d'un exode prononcé vers la Lybie, l'Algérie, l'Europe et d'autres territoires de la sous-région.

L'AECID –qui compte déjà sur une expérience de gestion d'initiatives apportant des réponses aux causes profondes des migrations au Sénégal et à partir desquelles on cherche à mettre en place des synergies– exécutera ce projet financé par l'UE. L'initiative vise à améliorer les conditions de vie des Sénégalais en encourageant la création d'emploi et en sensibilisant la population sur les risques d'émigration illégale. Dans ce but, elle accompagne les mécanismes mis en œuvre par l'État, dans lesquels on privilégie les Bureaux de Réception, d'Orientation et de Suivi des Sénégalais à l'étranger, et cherche des synergies qui facilitent l'accès au financement des migrants, de leurs familles, et de la population jeune en vue de transformer la diaspora en un élément clé des stratégies de développement socio-économique local.

Outre le soutien apporté au gouvernement sénégalais en faveur de sa politique de migration et de développement, à l'échelle régionale, des synergies seront recherchées avec la Communauté Économique des États d'Afrique Occidentale (CEDEAO) et, en particulier, avec le «Fonds Espagne-CEDEAO pour la migration et le développement» afin d'appuyer spécifiquement le développement et la mise en œuvre de l'approche commune d'immigration de la CEDEAO dans la région. On espère que ces actions, associées au progrès nationaux en matière de politique migratoire, auront bénéficié en 2022 à environ 3 000 Sénégalais, 200 exilés et 554 collectivités.



# SYRIE

<b>Titre du Projet</b>	Tahdir Masar – Renforcement de la Cohésion Sociale pour une Société Civile Démocratique et Inclusive en Syrie		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I5150 – Renforcement de la société civile / 16 – Paix, justice et institutions efficaces		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	2 999 854 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	1 499 9277 Euros	<b>Apport AECID</b>	1 499 927 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Instituto de RTVE, Centro Internacional de Toledo para la Paz, Instituto Complutense de Estudios Internacionales, Arab Women Media Centre, Jordan University et Jordan National F Forum for Women.		

Le projet Tahdir s'inscrit dans le cadre du programme Masar que l'AECID a lancé en 2012 pour offrir un soutien à la démocratisation des pays du Nord de l'Afrique et du Proche Orient –où la Coopération Espagnole travaille depuis des décennies–, ainsi que dans le cadre de l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix de l'UE (IcSP), dont il a reçu le financement. Le projet fait partie de la nouvelle génération de mécanismes de prévention et de réponse aux crises de la politique étrangère européenne.

Il a eu pour objectif de préparer la société civile syrienne à emprunter le chemin de la reconstruction et de la démocratie dans un scénario de post-conflit. Cet objectif a été atteint en travaillant sur trois axes fondamentaux: le leadership de la société civile, l'autonomisation des femmes et la formation des moyens de communication. La formation a été dispensée par des spécialistes des institutions espagnoles ayant adhéré au projet sous la coordination de l'AECID, qui a créé une plate-forme de rencontre entre professionnels de différents domaines idéologiques et géographiques à partir de laquelle le dialogue pour une Syrie plus inclusive a été encouragé.

Le programme a conclu en juillet 2018 et a formé plus de 1 200 personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Parmi eux, 800 sont des Syriens réfugiés en Jordanie qui jouent un rôle civil actif depuis la diaspora. Les autres continuent à résider en Syrie et se sont déplacés en Jordanie pour recevoir la formation. Les bénéficiaires sont des civils actifs dans différents domaines: activisme politique et en faveur des droits de l'homme, activisme en faveur des droits de la femme, journalistes, membres d'ONG, travailleurs humanitaires et professionnels de divers domaines (avocats, architectes).



# RÉGIONAL – EUROCLIMA +

<b>Titre du Projet</b>	Programme Régional de l'UE pour la Durabilité Environnementale/la Lutte contre le Changement Climatique pour l'Amérique Latine – EUROCLIMA+		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	14010, 41010 / 6 – Eau propre et assainissement et 13 – Action pour le climat		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	80 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	18 790 900 Euros	<b>Apport AECID</b>	392 854 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, AFD, EF, FIIAPP, GIZ, CEPAL et ONU Environnement		

Depuis 2010, l'Amérique Latine et l'UE travaillent ensemble contre le changement climatique à travers le programme EUROCLIMA. Après les réussites obtenues au cours des deux premières phases (2010-2013 / 2014-2017) et les défis importants existant encore dans la région, l'UE et les associés d'Amérique Latine ont décidé de mettre en place un programme plus vaste pour chercher à intégrer le changement climatique dans les politiques qui peuvent générer un développement socioéconomique. Cette troisième phase représente pour l'AECID l'occasion de multiplier l'impact de ses interventions dans ce secteur –au sein duquel elle travaille depuis plus de 25 ans– étant donné que les priorités d'EUROCLIMA coïncident pleinement avec les lignes d'actions du programme ARAUCLIMA, lancé par l'AECID en 2015 pour lutter contre le changement climatique et en faveur du développement durable.

Présent dans 18 pays d'Amérique Latine, EUROCLIMA+ possède une composante horizontale et une autre verticale: la première est axée sur l'amélioration de la gouvernance environnementale et cherche à promouvoir le dialogue politique, l'échange de connaissances, le renforcement de capacités et l'élan en faveur de la sensibilisation en matière de changement climatique; la seconde comprend plusieurs secteurs qui financent une série de projets innovateurs pour mitiger les effets du changement climatique et s'y adapter, tels que : «Forêts, biodiversité et écosystèmes», «Mobilité urbaine», «Réduction et gestion du risque de catastrophes», «Énergie renouvelable et efficacité énergétique», «Production alimentaire résiliente» ou «Gestion de l'eau dans le contexte de la résilience urbaine».

Le programme est exécuté à travers cinq agences des États Membres de l'UE, l'AECID étant chargée de la direction des composantes de gestion du risque, de l'eau et de l'efficacité énergétique avec l'AFD, tandis que CEPAL et l'ONU Environnement agissent en tant qu'organisations chargées de la mise en œuvre, ce qui fait de ce programme un excellent exemple de coordination. Par ailleurs, cette initiative prête assistance aux pays d'Amérique Latine dans les efforts qu'ils déploient pour mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national (CDN), auxquelles ils se sont engagés dans l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015.



# RÉGIONAL – AMÉRIQUE LATINE

<b>Titre du Projet</b>	Promouvoir l'Adaptation au Changement Climatique et la Gestion Intégrée des Ressources Hydriques dans le Secteur de l'Eau et de l'Assainissement en Amérique Latine dans le Cadre du Fonds de Coopération pour l'Eau et l'Assainissement (FCAS)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	I4010 – Politique de ressources hydriques et gestion administrative / 6 – Eau propre et assainissement et 13 – Action contre le climat		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE-LAIF		
<b>Total Fonds UE</b>	15 300 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	15 300 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	300 000 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID-FCAS, BID, SENASA, MOPC et AECID-FONPRODE et ANDA		

Ce programme régional, qui s'inscrit dans la *Latin American Investment Facility (LAIF)* –instrument de Blending –, est complémentaire de ceux mis en œuvre dans la région depuis 2008 par le FCAS de l'AECID en collaboration avec la BID, pour promouvoir l'adaptation au changement climatique et la gestion intégrée des ressources hydriques.

Au Paraguay, par exemple, un soutien a été apporté au Plan de Gestion de l'aquifère Patiño, qui approvisionne environ 2 000 000 personnes, et qui vise à développer et à mettre en œuvre des solutions d'assainissement optimal à l'échelle régionale.

En Bolivie, l'appui à la Stratégie Nationale de Traitement des Eaux Résiduelles s'effectue à travers l'inventaire d'usines d'épuration, la réalisation d'ateliers nationaux de préparation de la stratégie, la formation et l'appui aux améliorations dans les usines clés.

Au Salvador, des Projets de type Condominial d'Eau Potable et d'Assainissement ont été réalisés avec l'Administration Nationale des Aqueducs et des Égouts –ANDA, en espagnol– dans six localités, et la réglementation en matière d'assainissement a été adaptée pour pouvoir mettre en œuvre ce type de solutions à l'avenir.

Au niveau de la région d'Amérique Centrale, un soutien est apporté au projet du Centro Regional Virtual de Predicción y Vigilancia de Fenómenos Hidrometeorológicos Severos para Centroamérica, moyennant l'apport d'équipement hydroclimatique et la formation, en coordination avec l'Agencia Estatal de Meteorología.

Dans ce programme, il y a lieu de noter l'importance de la coordination avec des acteurs clés du secteur, tels que le Centro de Estudios Hidrográficos du CEDEX, le *Joint Research Centre* de l'UE, et les réseaux régionaux: Réseau Latino-Américain de Centres de Connaissance de Gestion des Ressources Hydriques, Conférence des Directeurs Ibéro-américains de l'Eau, Conférence des Directeurs des Services Météorologiques et Hydrologiques Ibéro-Américains, Réseau Ibéro-Américain des Bureaux sur les Changements Climatiques.



# RÉGIONAL – SICA

<b>Titre du Projet</b>	Recherche Criminelle en Amérique Centrale (ICRIME) pour Combattre la Délinquance et le Trafic de Stupéfiants à l'Échelle Internationale		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15110 - Politique d'administration et de gestion du secteur / 16 - Paix, justice et institutions efficaces		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	20 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	9 800 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	1 000 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, SICA, FIIAPP, Justice Coopération Internationale et CIVIPOL		

La Coopération Espagnole apporte son soutien en Amérique Centrale, à travers le Fonds Espagne-SICA, aux initiatives de renforcement institutionnel dans le secteur de la sécurité et de la justice depuis 2010. Dans ce domaine, les activités criminelles transfrontalières sont un grand défi pour le développement de tous les pays puisqu'elles peuvent uniquement être combattues à travers la collaboration internationale. Le projet ICRIME, financé par l'UE, assure la continuité et élargit l'étendue des activités financées antérieurement par l'AECID afin d'améliorer la sécurité citoyenne et augmenter l'efficacité du système pénal contre la délinquance et le trafic de drogues.

Le projet régional ICRIME (2017-2022), dont l'objectif est d'appuyer la coopération entre États Membres du SICA en faveur de la lutte contre le crime organisé transfrontalier, cherche à former les États Membres du SICA à l'échange d'information, à la reconnaissance réciproque de preuves légistes et à la coordination d'opérations sur le terrain. Dans ce but, et moyennant l'application d'un programme de formation intersectoriel, on consolide la chaîne d'enquête et les poursuites pénales, en se centrant sur la coopération transnationale entre les corps de police, les instituts légistes, les ministères publics et les magistrats.

Les bénéficiaires directs de cette initiative sont les corps de sécurité de l'État, les procureurs, les juges et le personnel légiste des États Membres du SICA, par la dotation de compétences en matière d'enquête criminelle en faveur d'environ 4 300 acteurs relevant des domaines légiste, judiciaire, policier et du ministère public. De plus, on cherche à institutionnaliser un cadre régional d'action conjointe dans la lutte contre le délit en instaurant un maximum de 12 interventions opérationnelles et 40 enquêtes régionales impliquant le suivi de 120 affaires pour le démantèlement de structures délictueuses régionales.



# RÉGIONAL – SICA

<b>Titre du Projet</b>	Appui à la mise en œuvre de la Stratégie de Sécurité en Amérique Centrale (ESCA)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	15210 – Gestion et réforme des systèmes de sécurité / 16 – Paix, justice et institutions efficaces		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	14 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	12 700 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	5 699 405 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Système d'Intégration Centraméricain –SICA en espagnol–, et Commission de Sécurité Centraméricaine		

L'AECID soutient l'intégration régionale depuis 2001 en tant que cadre pour encourager des politiques en faveur du développement de la région centraméricaine dans son ensemble, et de chacun des pays qui en fait partie. Plusieurs actions de ce programme financé par l'UE impliquent une continuité, un renforcement et un élargissement d'initiatives mises en œuvre par l'AECID. Le programme répond à l'engagement de la coopération internationale pour la mise en œuvre de la Stratégie de Sécurité d'Amérique Centrale (ESCA, en espagnol) et est axé sur la sécurité démocratique par le renforcement des institutions nationales, régionales et locales pour aborder plus efficacement le problème de la violence, aussi bien dans le domaine de la prévention que dans ceux de la récidive, l'enquête criminelle, la protection des victimes et l'application de la loi dans le cadre d'une culture de paix.

Dans ce but, depuis 2015, le programme concentre ses efforts sur quatorze communes frontalières appartenant à cinq pays du SICA –El Salvador, Guatemala, Honduras, Costa Rica et Panamá–, où il aborde des processus de coopération transfrontalière, harmonise la législation pénale, développe des actions de sensibilisation, met en œuvre des programmes de coopération policière, d'enquête judiciaire et du ministère public qui renforcent les capacités des fonctionnaires publics et exécute des plans de prévention sociale de la violence sur la base de diagnostics communautaires qui contribuent à la sécurité citoyenne.

On calcule qu'à la fin du programme, en 2020, celui-ci aura bénéficié à 640 000 habitants, parmi les victimes et les personnes vivant dans des conditions de vulnérabilité face aux délits du crime organisé.





# RÉGIONAL – BRIDGING THE GAP

<b>Titre du Projet</b>	Politiques et Services Inclusifs pour les Personnes Handicapées de l'UE – BRIDGING THE GAP (Équateur et Paraguay)		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	11220, 15160 / 4 - Education de qualité et 10 – Réduction des inégalités		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	5 600 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	1 190 764 euros Euros	<b>Apport AECID</b>	260 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, FIIAPP, AICS, ADA, EDF et IDDC		

Le Consortium Européen d'Agences pour le Développement et d'Organisations de Personnes Handicapées (AECID, FIIAPP, AICS, ADA, EDF et IDDC) a mis en route, en 2017, le programme global Bridging the Gap, avec l'objectif d'encourager des services et des politiques publiques inclusives pour l'égalité des droits des personnes handicapées.

Dans le cadre de ce programme, l'AECID exécute en Équateur le projet de développement de l'inclusion scolaire des enfants handicapés et contribue à renforcer aussi bien le Consejo Nacional de Igualdad en Discapacidades que les Fédérations Équatoriennes du et pour le Handicap. À cet effet, Bridging the Gap met à la disposition du pays andin l'expérience espagnole en matière de méthodologies et d'instruments de communication accessible et de lecture facile, de manière à garantir leur utilisation pour l'éducation des citoyens par toutes les institutions du gouvernement national.

Au Paraguay, le projet Bridging the Gap II cherche à améliorer l'inclusion socioéconomique, l'égalité et la non-discrimination des personnes handicapées par le renforcement des systèmes d'information du pays et l'utilisation des données détaillées. En ce sens, il incite la création d'indicateurs et d'objectifs quantifiables dans le cadre du Plan d'Action Nationale pour l'Inclusion des Personnes Handicapées 2015-2030, qui a engagé un processus de monitoring permanent et appuie l'évaluation d'autres plans et programmes.



# RÉGIONAL – COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS D'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

<b>Titre du Projet</b>	Programme d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest (RRSA)
<b>Secteur CAD / ODD</b>	31110 – Politique agricole et gestion administrative / 2 – «Faim zéro»
<b>Provenance des Fonds</b>	UE
<b>Total Fonds UE</b>	56 000 000 Euros
<b>Montant Délégué</b>	4 800 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Agence Régionale de l'Agriculture et de l'Alimentation, AFD et Comité Permanent inter-État de Lutte contre la Sécheresse au Sahel

En tant que partie de la mise en œuvre de la politique agricole régionale de la CEDEAO, sa commission s'est engagée à améliorer la capacité de réponse face aux crises alimentaires et nutritionnelles permanentes qui affectent la région du Sahel et la résilience des familles, en favorisant des systèmes d'urgence à diverse échelle. À l'appui de cette initiative, l'UE a mis en route le Projet RRSA (2014-2020), dont l'objectif est d'appuyer la CEDEAO pour la mise en œuvre de sa stratégie régionale de stockage de sécurité alimentaire fondée sur la complémentarité de trois lignes de défense pour faire face aux crises alimentaires répétitives: réserves de proximité, réserves nationales et, finalement, une réserve régionale de sécurité alimentaire qui permet d'utiliser la solidarité régionale en cas de crise alimentaire grave.

L'AECID a été élue par l'UE –tirant profit de son expérience et de sa capacité de coordination sur le terrain– pour mettre en œuvre la composante visant à renforcer les capacités de coordination du projet et l'appui au dispositif d'aide à la décision, ainsi que la consolidation des capacités institutionnelles de la CEDEAO et de la mise en route du projet RRSA. Le RRSA prêle assistance aux populations les plus exposées aux crises alimentaires, structurelles, conjoncturelles et cycliques qui frappent la région, causées par les phénomènes climatiques –sécheresses, inondations, tempêtes, etc.– insuffisance de réserves communautaires, ruptures d'approvisionnement des marchés, épidémies, insécurité ou dévaluations monétaires.

Jusqu'à ce jour, il a été livré un total de 1 200 tonnes de céréales au Nigéria, 6 528 au Niger et 4 303 au Burkina Faso, pays auxquels vont se joindre le Mali et le Sénégal, pour lesquels l'envoi de deux contingents est en cours de préparation actuellement pour continuer à avancer vers une Afrique sans faim.



# RÉGIONAL – CONVENTION DES MAIRES

<b>Titre du Projet</b>	Appui à l'Initiative Convention des Maires en Afrique Subsaharienne (CoM-SSA) Phase III		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	23010, 43030 / 7 – Énergie accessible et non polluante et II – Villes et communautés durables		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	25 000 000 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	8 908 000 Euros	<b>Apport AECID</b>	1 000 622 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID, AFD, GIZ et Municipalités des Pays d'Afrique Subsaharienne Participant au Programme		

La Convention des Maires pour l'Afrique Subsaharienne (CoM SSA) est le plus grand mouvement mondial de villes en faveur de l'action locale en matière de climat et d'énergie. Elle a pour objet d'améliorer la résilience des villes subsahariennes dans le contexte du changement climatique et de l'urbanisation rapide, en abordant des questions telles que l'accès à l'énergie durable, les services liés à l'énergie, l'efficacité énergétique et la mobilité à travers des plans de transport résilient peu polluant. Les deux premières phases de cette initiative (2015-2019) sont axées sur l'établissement d'un réseau de villes, la création d'un sentiment d'appartenance locale et la formation d'un groupe de villes pilote.

En octobre 2017, l'AECID s'est associée, en tant qu'agence d'implantation, à la phase III de la Convention des Maires avec l'intention de soutenir les villes de Dakar, Pikine, Praia, Cidade Velha, Maputo et Nuakchot dans leur lutte contre le changement climatique et dans leurs efforts pour garantir à leurs populations l'accès à l'énergie propre et renouvelable. L'AECID travaillera dans trois domaines: (1) assistance technique pour la création de capacités dans les villes participantes; (2) appui aux investissements relatifs au climat et à l'énergie urbaine durable, et promotion de contacts par des initiatives concrètes de financement; et (3) encouragement et soutien de la coopération horizontale entre autorités locales et coopération verticale entre les différents niveaux d'administration (locale, régionale et nationale), y compris la coopération Sud-Sud et Nord-Sud, sans oublier le dialogue avec le secteur privé.

Cette initiative appuiera les villes indiquées dans la préparation du Plan d'Action pour le Climat et l'Énergie Durable que les signataires de la Convention se sont engagés à présenter dans le délai de deux ans à compter de la date de la décision de leur Conseil Local, en améliorant les capacités de planification et de suivi des autorités locales.



# START

<b>Titre du Projet</b>	START (Spanish Technical Aid Response Team). Également connu sous le nom de: «Gilets rouges»		
<b>Secteur CAD / ODD</b>	72010 – Aide humanitaire / 3 Santé et bien-être		
<b>Provenance des Fonds</b>	UE		
<b>Total Fonds UE</b>	555 034,11 Euros		
<b>Montant Délégué</b>	555 034,11 Euros	<b>Apport AECID</b>	1 300 000 Euros
<b>Entités Participantes</b>	AECID; Ministère Espagnol de la Santé, de la Consommation et du Bien-être Social; Services de Santé des 17 Régions Espagnoles; Direction Générale de la Protection Civile et des Urgences du Ministère de l'Intérieur; Ministère de la Défense; SUMMA (Service des Urgences Médicales de la Région de Madrid); Corps des Pompiers de la Région de Madrid; Mairie de Madrid; ZAPOREAK et Médecins du Monde		

En 2016, l'Office de l'Action Humanitaire (OAH) de l'AECID a lancé le projet START, afin d'accroître l'efficacité et les performances de la réponse humanitaire espagnole dans les situations d'urgence sanitaire. Ce projet est également connu sous le nom de «Gilets Rouges», en raison de la couleur du gilet porté par les équipes START.

Le projet START s'inscrit dans le cadre de l'initiative «Emergency Medical Teams» (EMT) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). L'initiative EMT a pour objectif de standardiser la réponse des équipes médicales internationales intervenant dans les catastrophes naturelles, afin d'assurer une qualité optimale de la prise en charge des populations touchées. Les ressources START font également partie de la Réserve Européenne de Protection Civile, le Système d'Intervention d'Urgence du Mécanisme de Protection Civile de l'UE (DG ECHO).

Grâce à ce projet, l'Espagne dispose pour la première fois d'un hôpital de campagne et d'une équipe médicale composée de plus de 40 professionnels issus du système public de santé et d'une douzaine de logisticiens, tous prêts à se déployer en moins de 72 heures quelle que soit la partie du monde frappée par une urgence humanitaire. Ce personnel travaille 24h/24. Il peut soigner entre 150 et 200 patients et réaliser 7 grosses interventions ou 15 petites interventions chirurgicales par jour. L'hôpital de campagne dispose de 20 lits, d'un bloc opératoire et de tout le matériel nécessaire (instruments, produits pharmaceutiques, eau et assainissement, traitement des déchets, etc.) pour être autonome pendant au moins 15 jours.

L'équipe START s'est déployée pour la première fois en mars 2019, dans le cadre de la Réserve Européenne de Protection Civile de la DG ECHO, pour faire face à la situation d'urgence provoquée au Mozambique par le passage du cyclone Idai. Au total, 2 275 personnes ont été prises en charge, dont 835 femmes et 671 enfants. 31 bébés ont vu le jour dans l'hôpital de campagne (17 garçons et 14 filles). 87 interventions chirurgicales ont été effectuées: 40% en gynécologie, 36% en traumatologie, 23% en chirurgie générale et 1% en pédiatrie.



## LIEN SECTEURS CAD - OBJECTIFS DES ODD



Secteur CAD		ODD
11110	Politique et gestion de l'éducation	4
11130	Formation des enseignants	4
11220	Éducation primaire	4
11330	Formation professionnelle	4
12240	Nutrition de base	2
12261	Éducation à la santé	3
13010	Politique de la population et gestion administrative	16
14010	Politique des ressources en eau et gestion administrative	6 et 13
14020	Approvisionnement en eau et assainissement - grands systèmes	11
14021	Approvisionnement en eau - systèmes d'envergure	11 et 6
14030	Approvisionnement de base en eau potable et assainissement	11 et 6
14031	Approvisionnement de base en eau potable	11 et 6
14032	Assainissement de base	11 et 6
14081	Éducation et formation en approvisionnement en eau et assainissement	11 et 6
15110	Politique d'administration et de gestion du secteur public	16
15112	Décentralisation et soutien aux gouvernements régionaux et locaux	8
15113	Organismes de lutte contre la corruption des institutions	16
15130	Développement juridique et judiciaire	16
15150	Renforcement de la société civile	16 et 10
15160	Droits humains	16 et 10

<b>15162</b>	Droits humains	8
<b>15180</b>	Prévention et élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles	5
<b>15210</b>	Gestion et réforme des systèmes de sécurité	16
<b>15220</b>	Consolidation de la paix et prévention et résolution des conflits	16
<b>16020</b>	Politique de l'emploi et gestion administrative	8
<b>16030</b>	Politique de logement et gestion administrative	11
<b>16063</b>	Contrôle des stupéfiants	16
<b>21010</b>	Politique de transport et gestion administrative	9
<b>23010</b>	Politique énergétique et gestion administrative	7
<b>31110</b>	Politique agricole et gestion administrative	2
<b>31120</b>	Développement agricole	2 et 8
<b>31150</b>	Intrants agricoles	2
<b>31161</b>	Production alimentaire agricole	2
<b>31163</b>	Bétail	2
<b>31164</b>	Réforme agraire	2
<b>31166</b>	Extension agraire	2
<b>31181</b>	Enseignement / formation agricole	2
<b>31182</b>	Recherche agricole	4
<b>31192</b>	Protection des plantes et après récolte et lutte contre les ravageurs	3
<b>31194</b>	Coopératives agricoles	2
<b>31195</b>	Services vétérinaires	2
<b>31320</b>	Développement de la pêche	14 et 2
<b>32130</b>	Développement des PME	8 et 9
<b>32161</b>	Agroalimentaire	8
<b>32182</b>	Recherche et développement technologique	9
<b>41010</b>	Politique environnementale et gestion administrative	13
<b>43030</b>	Développement urbain et gestion	11
<b>43040</b>	Développement rural	11
<b>43081</b>	Education / formation multisectorielle	8
<b>52010</b>	Aide alimentaire / programmes de sécurité alimentaire	2
<b>72010</b>	Assistance et services matériels d'urgence	7 et 17
<b>74010</b>	Prévention des catastrophes	2
<b>9981004</b>	Autonomisation économique des femmes	5



MINISTERIO  
DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA  
Y COOPERACIÓN



aecid



Coopéracion  
Españole